

Dans ce numéro : SPÉCIAL 4 PAGES  
RADIO LIBERTAIRES



# le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

15 AU 21 JUIN 1995

N° 1004

10,00 F



## LES ANARCHISTES DOIVENT-ILS PARTICIPER AUX MUNICIPALES ?

Mettant à profit l'entre-deux-tours électoral, René Berthier se penche sur la question de la participation ou non des libertaires aux joutes municipales et à la gestion communale qui s'ensuit.

S'appuyant sur les propos de Bakounine et sur les expériences anarcho-sindicalistes espagnoles de 1936, présentés trois numéros du ML, notre compagnon souligne les limites de l'institution municipale actuelle et tend à indiquer le caractère illusoire d'un engagement libertaire en son sein.

LES LIBERTAIRES doivent-ils, peuvent-ils envisager de participer aux élections municipales, sous le prétexte que la vie de la commune concerne la population directement ? La question, si elle est envisagée, ne doit pas l'être dogmatiquement, et elle mérite d'être discutée.

Mais pour en discuter en connaissance de cause, il convient de resituer le problème d'un point de vue théorique et historique. Si l'éventualité est rejetée, il faut en expliquer les raisons, il faut aussi, surtout, déterminer si d'autres solutions ne sont pas envisageables.

### BAKOUNINE

L'opinion de Bakounine sur le suffrage universel est bien résumée dans la citation qui suit : « Est-ce à dire que nous, socialistes révolutionnaires,

nous ne voulions pas du suffrage universel, et que nous lui préférons soit le despotisme restreint, soit le despotisme d'un seul ? Point du tout. Ce que nous affirmons, c'est que le suffrage universel, considéré à lui seul et agissant dans une société fondée sur l'inégalité économique et sociale, ne sera jamais pour le peuple qu'un leurre ; que, de la part des démocrates bourgeois, il ne sera jamais rien qu'un odieux mensonge, l'instrument le plus sûr pour consolider, avec une apparence de libéralisme et de justice, au détriment des intérêts et de la liberté populaires, l'éternelle domination des classes exploitantes et possédantes. » (Œuvres, éd. Stock, IV, « Manuscrit de 114 pages trouvé à Marseille », 1870.)

On voit déjà que ce n'est pas le principe du suffrage universel, c'est-à-dire le principe électif, que Bakounine rejette, mais son application



dans une société divisée en classes. Bakounine fonde son point de vue non pas sur des principes métaphysiques mais sur une analyse de la fonction de classe des élections dans la société capitaliste.

Néanmoins, en une circonstance exceptionnelle, il avait encouragé ses amis italiens à se présenter aux élections législatives. Il écrit ceci à Gambuzzi, le 16 novembre 1870 : « Peut-être t'étonneras-tu de voir que moi, abstentionniste décidé et passionné, je pousse maintenant mes amis à se faire élire députés. — C'est que les circonstances et les temps ont changé. Tout d'abord mes amis,

en commençant par toi, sont tellement aguerris dans nos idées, dans nos principes, qu'il n'y a plus de danger qu'ils puissent les oublier, les déformer, les sacrifier, et retomber dans leurs anciennes habitudes politiques. — Ensuite, les temps sont devenus tellement graves, le danger qui menace la liberté de tous les pays tellement formidable, qu'il faut que les hommes de bonne volonté soient partout sur la brèche, et surtout que nos amis soient dans une position telle que leur influence devienne la plus efficace qu'il soit possible. »

Ici, Bakounine conditionne la participation aux élections à deux choses :

le fait que les militants soient « aguerris », et des circonstances exceptionnelles de danger. C'est que, en 1870, date à laquelle a été rédigée cette lettre, Bakounine perçoit la victoire allemande sur la France comme la victoire d'un modèle étatique particulièrement dangereux pour toute l'Europe.

Pourtant, sur les candidatures de députés ouvriers, il avait été très clair : « Mais, dira-t-on, les travailleurs, devenus plus sages par l'expérience, n'envoient plus des bourgeois dans les assemblées

(suite p. 2)

T 2137 - 1004 - 10,00 F



SPÉCIAL « 1000<sup>e</sup> NUMÉRO » 16 pages EN KIOSQUE 15 F

FOP 2520

# Les anarchistes doivent-ils participer aux municipales ?

(suite de la « une »)

constituantes ou législatives, ils enverront de simples ouvriers... Savez-vous ce qui en résultera ? C'est que les ouvriers députés, transportés dans des conditions d'existence bourgeoises et dans une atmosphère d'idées politiques toutes bourgeoises, cessant d'être des travailleurs de fait pour devenir des hommes d'Etat, deviendront des bourgeois, et peut-être seront-ils même plus bourgeois que les bourgeois... (Œuvres, éd. Stock, V, « Politique de l'Internationale », 1868-1869.)

Il faut donc que les circonstances soient jugées particulièrement graves pour que l'éventualité de présenter des candidats soit abordée. Ce ne sont pas des principes intangibles qui motivent les choix, mais une analyse politique des circonstances. Au risque d'en choquer certains, Bakouine et ses camarades avaient introduit dans leur pratique politique des considérations tactiques, chose qui n'a guère été appliquée dans le mouvement libertaire par la suite. Rappelons pour l'anecdote que même Proudhon s'était présenté aux élections — et avait été élu député...

En 1872, Bakouine écrit à un autre ami italien une lettre dans laquelle il lui conseille même une collaboration temporaire avec des partis bourgeois : « Il ne vous est pas possible, dit-il, d'ignorer aucun des éléments qui constituent la réalité

actuelle. Vous devez bien connaître la force des erreurs que vous aurez à combattre, et aussi celle des éléments qui, sans être précisément les vôtres, sont forcés de devenir jusqu'à un certain point et pendant toute la période de transition, en quelque sorte vos alliés, vos amis, ayant les mêmes adversaires à combattre. » ... « Jusqu'à un certain point, vous serez forcés de marcher parallèlement avec eux, de vous tenir au courant de toutes leurs entreprises, et non seulement de les laisser faire, mais quelquefois même, dans de très rares occasions, et en observant la plus grande prudence, de les seconder indirectement, en tant qu'en le faisant, vous pouvez espérer affaiblir et démolir le gouvernement actuel, votre ennemi le plus acharné... » Bakouine conseille donc à ses amis italiens de marcher parallèlement avec ces partis, « pour pouvoir tirer profit pour la réalisation de [leurs] propres buts ». Mais vous vous garderez bien, dit-il, « de vous allier avec eux au point de vous confondre, vous ne leur permettrez jamais de pénétrer dans votre organisation, dans laquelle ils ne pourront jamais vouloir entrer que pour la fausser. » (Lettre à Celsio Cerretti, 13-27 mars 1872.)

Bakouine donne tout son sens à la pratique des alliances tactiques en recommandant : « Ne vous laissez pas entraîner par eux [Bakouine fait allusion aux mazziniens dont le leader venait de mourir] — ce qu'ils ne manqueront certainement pas de tenter —

à une entreprise pratique commune, conforme à leur programme et à leurs plans et modes d'action, non aux vôtres. Appelez-les à s'unir avec vous sur votre propre terrain, mais ne les suivez pas sur leur terrain à eux, que vous ne sauriez accepter sans sacrifier et sans trahir cette grande cause du prolétariat qui désormais est devenue la vôtre... »

Les choses sont-elles différentes dans le cas de la démocratie communale, comme celle que Bakouine a observée de près en Suisse ?

« Une fois le suffrage universel établi, on crut avoir assuré la liberté des populations. Eh bien, ce fut une grande illusion, et on peut dire que la conscience de cette illusion a amené dans plusieurs cantons la chute, et, dans tous, la démolition aujourd'hui si flagrante du parti radical (1). »

Il reste que de telles pratiques restent tout à fait marginales dans la politique préconisée par Bakouine, qui envisageait d'autres modes d'intervention du prolétariat. Ce n'est pas un hasard si ses prises de position en faveur de la participation électorale et de l'alliance avec certains partis démocrates bourgeois se situent en Italie, où le mouvement ouvrier était très faible, mais où un mouvement socialiste d'inspiration bakouinienne était en train de naître.

souffrances, de situations et d'aspirations qui existe entre tous les ouvriers qui font partie de la même section corporative, tout cela forme la base réelle de leur association. L'idée vient après, comme l'explication ou comme l'expression équivalente du développement et de la conscience collective réfléchie de ce fait. » (Protestation de l'Alliance.)

Cet aspect-là de la politique bakouinienne a été largement étudié. On a moins insisté sur l'autre, la nécessité d'une structure géographique de l'organisation des travailleurs, celle précisément dans laquelle s'intègre l'action au niveau du lieu d'habitation.

Les « sections de métier » — il faut entendre là une structure implantée sur le lieu de travail plus qu'un groupement corporatiste au sens étroit — sont seules capables de donner une éducation pratique à leurs membres, de faire de l'Internationale une organisation de masse. Mais les « sections centrales », implantées non plus sur le lieu de travail mais dont le champ d'action est l'interprofessionnel, représentent l'idée même de l'Internationale : leur mission est de développer cette idée et d'en faire la propagande. Il ne s'agit plus de l'émancipation des travailleurs de telle industrie, mais de tous les pays. Les sections centrales sont des centres actifs où se « conserve, se concentre, se développe et s'explique la foi nouvelle ». On n'y entre pas comme ouvrier particulier, mais comme travailleur en général.

La section de métier part du fait pour arriver à l'idée ; la section centrale part de l'idée pour arriver au fait. C'est la synthèse des deux qui fait le caractère révolutionnaire de l'Internationale (et qui, pourrait-on dire, définit l'anarcho-syndicalisme). La section de métier, c'est l'action réelle, l'organisation pratique ; aussi, s'il n'y avait que des sections centrales, celles-ci ne seraient que des « académies ouvrières » où se seraient débattues éternellement toutes les questions sociales « mais

sans la moindre possibilité de réalisation ». Les sections centrales, seules, auraient peut-être réussi à former des « conspirations populaires », elles auraient peut-être regroupé un petit nombre d'ouvriers les plus conscients et convaincus, mais la masse des travailleurs serait restée en dehors : or, pour renverser l'ordre politique et social d'aujourd'hui, dit Bakouine, « il faut le concours de ces millions ».

Le rôle de la section centrale est un rôle décisivement politique. Implantée dans une localité sur des bases géographiques, elle rassemble les travailleurs sans considération de profession, afin de donner aux sections de métier une vision et des perspectives qui dépassent le cadre étroit de l'entreprise ou de l'industrie. Elle est aussi un endroit où naturellement s'opère la réflexion. La section centrale — et par extension l'organisation générale des sections centrales — est la structure qui donne à l'organisation ouvrière son sens profond, en offrant des perspectives élargies.

L'union des deux processus est ce qui définit et constitue le prolétariat en classe active et intellectuellement autonome.

(1) Il faut entendre, sous la plume de Bakouine, l'expression « parti radical » dans son vrai sens.

(suite au prochain numéro)

Rédaction-Administration  
145, rue Amelot  
75011 Paris.  
Tél. : (1) 48.05.34.08.  
FAX : (1) 49.29.98.59.

le monde  
**libertaire**

## Bulletin d'abonnement

| Tarif  | France (+ DOM-TOM) | Sous pli fermé (France) | Etranger |
|--------|--------------------|-------------------------|----------|
| 1 mois | 5 n° 35 F          | 70 F                    | 60 F     |
| 3 mois | 13 n° 95 F         | 170 F                   | 140 F    |
| 6 mois | 25 n° 170 F        | 310 F                   | 250 F    |
| 1 an   | 45 n° 290 F        | 530 F                   | 400 F    |

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom ..... Prénom .....  
Adresse .....  
Code postal ..... Ville .....  
Pays .....  
A partir du n° ..... (inclus).  
Abonnement de soutien   
Chèque postal  Chèque bancaire  Autre   
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)   
**Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.**  
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

## PROLETARIAT ET ORGANISATION

Des différents textes où Bakouine traite de la question, il ressort que l'organisation des travailleurs se constitue sous forme de deux structures complémentaires : l'une, verticale, qui est une structure industrielle, l'autre horizontale, à caractère géographique.

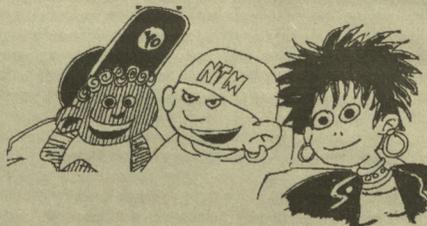
Dans la première, les travailleurs sont unis et organisés « non par l'idée, mais par le fait et par les nécessités mêmes de leur travail identique ». « Ce fait économique, celui d'une industrie spéciale et des conditions particulières de l'exploitation de cette industrie, par le capital, la solidarité intime et toute particulière d'intérêts, de besoins, de

Rédaction-Administration :  
145, rue Amelot, 75011 Paris  
Directeur de publication :  
André Devriendt  
Commission paritaire n°55 635  
Imprimerie : La Vigie,  
24, rue Léon-Rogé,  
76200 Dieppe.  
Dépôt légal 44 145  
1<sup>er</sup> trimestre 1977  
Routage 205 — La Vigie  
Diffusion SAEM  
Transport Presse

**NON à l'expulsion  
de 2 familles tunisiennes !  
MANIFESTATION  
devant  
la Préfecture de ROUEN  
vendredi 16 juin - 17 h**

Collectif Solidarité  
c/o Maison des Associations  
285, rue de Paris  
76800 Saint-Etienne-du-Rouvray

**SAINT-ÉTIENNE-DU-ROUVRAY**  
21 juin... musique dans l'air, tous solidaires  
**FÊTE de la MUSIQUE**  
des associations de toutes les couleurs



**Château-Blanc, place Jean-Prévoist, 16 h - 21 h**  
stands, buvette, gâteaux  
A l'initiative de : Collectif Solidarité, Planning Familial,  
Raç l'Front, ASPIC, CSF, Association Parents-enfants

# Le cas des municipales en milieu rural

L'ANALYSE ANARCHISTE du système électoral s'applique, d'une manière générale, assez bien aux élections municipales : le Conseil municipal se voit donner, par le vote, un chèque en blanc d'une durée de six ans ; c'est un rouage important de la machine étatique, avec pouvoir de police mais une autonomie limitée ; enfin, c'est le plus souvent un repaire de politiciens ordinaires. Il n'y a donc, de notre point de vue, rien à espérer ni à tirer d'une telle institution, et notre tactique abstentionniste habituelle se justifie parfaitement.

Ce constat est clair. Il convient toutefois d'y apporter quelques nuances.

Tout d'abord, et malgré son intégration dans le système étatique que nous combattons, la commune est une réalité vivante, concrète, à laquelle la population s'identifie bien. Elle diffère en cela des cantons et autres circonscriptions législatives, simples découpages bureaucratiques, moyen vulgaire de distribuer les prébendes politiciennes. L'idée que nous avons de la société libertaire accorde une grande place à la « commune libre », fédérant si besoin est des quartiers, et elle-même partie prenante, selon ses choix, de communautés urbaines, districts et autres groupements de communes (1). La

première conséquence à en tirer est la nécessité d'administrer ces communes. Il nous faudra donc proposer des structures de remplacement des conseils municipaux dans leur dimension gestionnaire, contrairement aux conseils généraux ou régionaux, dont nous proposons la suppression pure et simple.

Deuxième point, les enjeux de pouvoir et de fric sont bien trop importants dans les villes pour que les mairies échappent aux politiciens. Quand bien même serait élu par extraordinaire un conseil sincèrement progressiste, voire à velléités « libertaires », nous savons que la logique interne du pouvoir le ramènerait vite fait à la norme ! En revanche, ce déterminisme est moins net en zone rurale, où la moindre importance (du point de vue « national ») des enjeux, ainsi que la désaffection militante rendent la situation parfois assez comparable à celle du milieu associatif. La plupart des mairies reste bien entendu aux mains des notables et des « fœdaux », mais de plus en plus de communes ont du mal à trouver des candidats prêts à se lancer (faut-il dire se dévouer ?) pour prendre en charge l'administration du patelin ; ailleurs, des listes s'affrontent sur des enjeux clairement définis et bien compris de la population : défense de l'école,

plan d'occupation des sols, soutien à la vie associative, politique volontariste ou repli sur soi ; également, batailles pour déboulonner les caciques et roitelets du village. Plus problématique de notre point de vue d'anarchistes, des équipes municipales peuvent avoir des pratiques tout à fait honorables en ce qui concerne la gestion interne de la commune : convocation d'assemblées générales décisionnelles de fait pour toute décision non routinière...

## Savoir compter avec les « honnêtes gens »

Et c'est là que le bât blesse ! Face à la situation évoquée ci-dessus, l'anarchiste « rural » (2), présent et militant sur son lieu de vie, est confronté à un dilemme. D'un côté, investi dans la vie locale, il est conscient des enjeux (certes limités), et a parfois un rôle moteur pour les définir, puis pour défendre une option ; ensuite, il peut être amené à subir une pression pour mettre ses idées en pratique, et en quelque sorte faire la preuve de leur crédibilité ; enfin, il ne peut pas raisonnablement faire semblant d'être indifférent au résultat de ces élections-là ! De l'autre côté, il est, ai-je dit, anarchiste, avec la grille d'analyse anarchiste du système électoral. Il dispose donc d'une série de réponses solides : pas de chèque en blanc, pas de compromission avec l'appareil d'Etat, une vision sensiblement différente de la commune libre... Il peut,

enfin, se réfugier derrière une position « de classe », bien que la commune ne soit pas le lieu le mieux approprié pour cela.

Autant voir les choses en face : la population, les « honnêtes gens » peuvent à la rigueur entendre le premier, voire le deuxième argument, quoique celui-ci leur semble bien loin de leur réalité quotidienne. Quant au troisième, il ne peut que passer pour un plan sur la comète alors que « c'est aujourd'hui que les problèmes sont posés, et c'est maintenant qu'on veut les résoudre ». Or nous savons que la révolution ne se fera pas dans un seul village. Nous savons aussi que si nous voulons un jour faire autre chose que, précisément, des plans sur la comète, il faudra sinon gagner ces « honnêtes gens » à nos idées, du moins les amener à une neutralité bienveillante à notre égard... et leur montrer que, sur ce plan de la gestion municipale, nos idées peuvent se révéler sérieuses et fécondes est un moyen.

Arrivé à ce point, j'avoue ne pas savoir clairement comment trancher. Bien sûr, dans l'immense majorité des cas (et ne serait-ce qu'à cause de notre faible implantation...), nous n'avons rien à foutre dans les municipalités. Et quand bien même la situation locale « s'y prêterait » (exemple d'une élection avec des enjeux précis, d'une équipe aux pratiques correctes...), il n'y a pas de position satisfaisante. Entrer dans le conseil municipal c'est entrer dans la structure de cogestion étatique,

être soi-même victime des dérives liées au pouvoir ou, ce qui peut être encore plus désastreux, faire croire qu'on peut y échapper ! En outre, il ne faut pas s'illusionner sur les perspectives « révolutionnaires » d'un conseil municipal. Pratiquer le « soutien sans participation », c'est une position assez faux-cul et peu dans notre tempérament (le refus de se salir les mains...). Mili- ter pour l'abstention ou se situer en marge... c'est tomber dans cette marge, perdre localement toute crédibilité, et ôter toute chance aux idées anarchistes d'en gagner, notamment en tant que projet gestionnaire. Alors quoi ?

Pour le lecteur averti, les termes du débat rappelle un peu celui, bien ancien, sur la participation ou non aux structures syndicales et paritaires. Avec l'argument de classe « défense des intérêts immédiats des travailleurs » remplacé par un « défense des intérêts immédiats de la population » moins habituel chez nous...

En tout cas, si l'on considère que la lutte anarchiste ne se mène pas que sur le front du travail, c'est un débat qui mérite d'être ouvert. ♦

COQS  
(groupe FA de Rennes)

(1) Notons que ce phénomène s'accroît dans notre société, de manière plus ou moins spontanée, en dehors de tout contrôle et de tout processus électoral...

(2) Ici comme dans toute la suite, il peut bien entendu s'agir d'une anarchiste rurale.

BORDEAUX  
SAMEDI 17 JUIN - 15 h - SALLE HA 32

32, rue du A  
débat sur LA PRISON  
avec Jacques Lesage de la Haye, Serge Livrozet  
et Roland Agret  
20 h 30  
Spectacle avec Roland Agret et Serge Livrozet  
A l'initiative du groupe Emma-Goldman de la FA

## A LA PETITE SEMAINE

### Misère de la philosophie

Malheureux lycéens que la stupidité des examens oblige à exposer en de longs développements fastidieux ce qui peut se dire en quelques mots, infortunés bacheliers en devenir tenus de mettre sous le boisseau des opinions indésirables dans l'école de la République, voici ce que vous n'aurez pu répondre à quelques-uns des sujets proposés pour l'épreuve de philosophie.

« Peut-on tout justifier ? » Oui, sans aucun doute. Une lecture rapide de la collection complète du quotidien *L'Humanité* suffit à le démontrer.

« Quelle est la fonction première de l'Etat ? » Se maintenir par tous les moyens, surtout pour ses conquérants qui se font les théoriciens de son dépérissement.

« L'opinion peut-elle être le guide du pouvoir politique ? » Tout à fait ! Il convient auparavant que le pouvoir politique ait en main les moyens de façonner l'opinion, qui ne demande que ça.

« La science ne fournit-elle que des certitudes ? » Depuis le 6 août 1945 à Hiroshima, ceux qui doutaient de l'existence de la bombe atomique ont répondu oui à la question. Du moins les survivants...

« L'avenir doit-il être objet de crainte ? » Face au désespérant spectacle du monde, on pourrait le supposer. C'est oublier qu'il y a les « casques bleus ».

« Les connaissances scientifiques peuvent-elles servir à lutter contre le fanatisme ? » C'est incontestable ! Mais dans la mesure où le fanatisme se sert également de ces connaissances, cela revient à se mordre la queue.

« Peut-on être indifférent à la vérité ? » Quand il s'agit de sa version bolchevique, la *Pravda*, c'est plutôt nécessaire.

« Une passion sans illusion est-elle possible ? » De longues années de présence dans une organisation libertaire m'amènent à le penser. ♦

FLORÉAL

## VIDÉO-SURVEILLANCE

# Les polices sont partout, mais la justice est nulle part

La vidéo-surveillance n'a pas attendu la législation Pasqua pour être mise en œuvre dans de nombreux endroits (lieux de travail, magasins, routes...), de nombreuses communes sont déjà concernées ou le seront à court terme.

Pour les espaces publics, le caractère répressif de la vidéo-surveillance n'échappe à personne, surtout si on la situe dans le contexte social actuel et dans l'ensemble des lois, des pratiques sécuritaires, déjà en cours.

Une fois de plus, la primauté d'un pseudo « intérêt général » a pris le pas sur la liberté des individus. Si se balader n'est pas encore un délit, ce n'est déjà plus qu'une liberté « surveillée ».

Le pouvoir renforce son contrôle social sur la population grâce à la mise en place d'un système qu'il est le seul à gérer et où, une fois de plus, il sera juge et partie. Il est illusoire de croire à l'efficacité d'organismes officiels de contrôle (exemple, la CNIL) ou à des « barrières » législatives réglementant les dérives. L'exemple des « écoutes téléphoniques » ou

des fichiers informatiques est là pour nous montrer qu'il n'existe pas d'utilisation démocratique de techniques sécuritaires.

La loi sur la vidéo-surveillance n'est pas à amender, elle est à supprimer !

Notre opposition n'est pas uniquement inscrite dans une logique d'atteinte aux libertés individuelles. Nous voyons aussi un renforcement des outils répressifs en direction des groupes sociaux jugés dangereux ou à risque pour les patrons, les bourgeois ou l'Etat.

La vidéo-surveillance est un instrument employé pour perpétuer une justice de classe qui refuse de voir la petite délinquance comme une

conséquence inéluctable d'un système d'injustices sociales. Ce système est incapable d'apporter de réelles solutions à la misère qu'il génère. Il se contente de protéger et de mettre sous surveillance l'« abondance » réservée à une minorité.

Les groupes sociaux jugés indésirables seront les premières victimes des caméras. Plus de SDF, de musiciens de rue, de « bandes » de jeunes, de colleurs d'affiches subversives... Si nous laissons faire, les centres-villes seront nettoyés des indésirables. ♦

LES RELATIONS EXTÉRIEURES  
de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

RADIO LIBERTAIRE (89.4) PARIS

« Les Chroniques syndicales »

samedi 17 juin - de 12 h 30 à 13 h 30

reçoivent Gilbert Badia

à propos de

LA SITUATION SOCIALE DANS L'EX-RDA

MONTPELLIER

## Contre une bavure policière, une manifestation qui dérange

**L**E 17 DÉCEMBRE 1992, à Prades (Pyrénées-Orientales), vers 6 heures du matin, deux jeunes cambriolent un magasin de vêtements. M. Bucau, gendarme alors au repos, et donc en civil, les surprend. Quelques minutes lui suffisent pour aller chercher son arme personnelle : une arme de guerre. Alors que les deux jeunes tentent de s'enfuir en voiture, il leur tire dessus. Laurent Navarro, 19 ans, est touché : une première fois dans le dos, une deuxième fois à la tête. Il tombe dans le caniveau, mort. Aucun impact de balle n'a été trouvé sur le véhicule. Le gendarme, à deux ans de la retraite, est membre d'un club de tir. C'est un professionnel ! Il apparaît clairement que le gendarme Bucau a tiré sur Laurent avec l'intention de le tuer. Le 16 mars 1995, le tribunal correctionnel rend son verdict : non-lieu pour le gendarme... Aussitôt, la mère de Laurent et quelques proches créent un collectif : le collectif « Colère contre un assassinat et un non-lieu », qui organise alors trois manifestations sur Perpignan et une sur Prades. Le groupe FA de Montpellier, REFLEX et Initiative Solidarité Alternative (association anar montpelliéraine) ont décidé d'aider ce collectif pour l'organisation d'une manifestation sur la ville. Pour nous, il s'agit de dénoncer les bavures policières et surtout la tendance à accentuer les pouvoirs de police (cf. lois Pasqua...). La peine de mort a été abolie mais les flics ont encore le droit de nous tirer comme des lapins dans la rue... Au lieu de

s'attaquer aux raisons profondes des malaises et de la misère de notre société — raisons qui risqueraient fort de remettre en cause tout le système —, l'Etat ne sait que s'attaquer aux symptômes (délinquance, immigrants...). C'est pourquoi nous sommes descendus dans la rue le 31 mai.

### Du sang sur le tribunal

Rendez-vous était donc pris à 15 h, devant le Peyrou. Petite mobilisation, puisque nous étions entre 80 et 100 personnes. Vers 15 h 30, nous primes la direction du Palais de Justice. Là, la mère de Laurent a interpellé le juge qui a rendu le non-lieu, puis des bouteilles pleines de sang ont été projetées sur le tribunal. La manifestation se dirigea ensuite vers la Préfecture de Région puis vers la place de la Comédie, où la liste des victimes de la police a été énoncée. La manifestation s'est ensuite dirigée vers la gare puis de nouveau vers la Comédie. La détermination des gens venus de Perpignan était grande, et la manifestation a eu du mal à se terminer. Même si nous n'étions pas nombreux, nous avons fait beaucoup de bruit (slogans, pétards, sifflets...). et beaucoup de gens se sont arrêtés pour lire les tracts et discuter. Ceci n'était pas fait pour plaire aux autorités. Vers 18 h, une fois la manif. dissoute, les policiers ont suivi les Perpignanais jusqu'à leur bus. Le bus plein, un car de CRS vint lui barrer le passage. Quatre CRS et un inspecteur entrè-

rent dans le bus et attrapèrent Jérémy, le frère de Laurent, en le bousculant. Plusieurs personnes se sont interposées, et finalement la police embarqua Bernadette (la mère), la grand-mère, la tante de Laurent ainsi que Jérémy. Arrivés au poste, ces derniers eurent droit à un interrogatoire à propos de la manifestation, mais surtout à propos de la participation des anars à celle-ci. Il est à noter que notre présence ne devait pas gêner que les flics puisque plusieurs journalistes (TV et presse écrite) ont posé des questions dans ce sens à Bernadette. Le Parquet a déposé une plainte pour dégradation de bien public (jet de sang) et les quatre personnes arrêtées sont passibles de six mois fermes de prison et de 50 000 F d'amende. Vers 20 h, elles ont été enfin relâchées et ramenées à leur bus, puis ce dernier a été escorté par deux motards jusqu'à la sortie de Montpellier.

Nous n'étions pas bien nombreux à cette manifestation, mais nous avons beaucoup dérangé. D'abord par notre détermination, puis parce que nous avons su sensibiliser les passants. Si Bernadette et sa famille doivent être déférés au Parquet nous serons là pour les soutenir. Nos « chers » dirigeants doivent savoir que nous ne laisserons pas quelques Rambo nous empêcher de vivre et de nous exprimer. Et nous sommes prêts à descendre dans la rue chaque fois qu'il le faudra. A bon entendeur, salut !

NAT (gr. FA de Montpellier)

## PARIS : AMNISTIE POUR LES MALADES DU SIDA EMPRISONNÉS

Le jeudi 8 juin, une vingtaine de militants d'Act Up-Paris se sont rendus au ministère de la Justice pour exiger la libération de Hamid Leffad, prisonnier et malade du SIDA, qui demande depuis longtemps une grâce médicale.

Act Up-Paris a déjà alerté le ministère de la Justice sur le cas dramatique de ce malade. Malgré cela, sa grâce lui a été refusée le 9 mars 1995. La seule faveur qu'on lui accorde est de le transférer dans une autre prison. Cela ne changera rien : quelle que soit la prison, les conditions de détention sont insoutenables pour les séropositifs et les malades du SIDA et incompatibles avec un véritable suivi médical.

Les militants d'Act Up-Paris se sont enchaînés aux grilles du ministère et ont jeté du sang sur la façade. Ils ont ensuite manifesté devant le ministère pendant plus d'une heure. Les militants ont ensuite été arrêtés et conduits au commissariat central de police du 18<sup>e</sup> arrondissement. Cinq militants furent retenus en garde-à-vue. Décidément, la justice refuse de comprendre l'urgence de la libération des malades. Au contraire elle préfère emprisonner cinq malades de plus.

ACT UP-PARIS exige : la libération immédiate de Hamid Leffad ; la reconnaissance de l'inégalité biologique devant les peines ; que tous les malades du SIDA bénéficient de l'amnistie 1995 et qu'au-delà de ce contexte particulier, les grâces médicales soient systématiquement acceptées dès qu'un détenu en fait la demande.

ACT UP-PARIS  
(tél. : 49.29.44.75)

## CHRONIQUE DE L'IMMIGRATION

**JEUDI 8 JUIN : ILS NOUS ONT MENTI** — La circulaire signée Pasqua et datée du 5 mai 1995, qui a été obtenue après trente jours de grève de la faim, est demeurée sans effet. A ce jour, aucun parent d'enfant français n'a été régularisé. Les 54 dossiers déposés le 9 mai à la préfecture de Paris sont restés sans réponse. Il faut donc admettre qu'on a produit une circulaire qu'on n'avait aucunement l'intention de suivre dans le seul but d'arrêter la grève de la faim. Puis, on s'est servi de la presse et des médias pour proclamer unanimement que les parents d'enfants français avaient réussi à obtenir leur régularisation. Cela s'appelle de la manipulation. En vérité, on les a roulés et on a trompé l'opinion.

**VENDREDI 9 : NOUS MENTRAIENT-ILS ENCORE ?** — La circulaire du 11 mai signée Pasqua, qui a été obtenue au bout de trente jours de grève de la faim, et qui devait régulariser les parents étrangers d'enfants français, n'a toujours pas été suivie d'effets.

Cependant, le vendredi 9 juin, une délégation de la Coordination a été reçue au ministère de l'Intérieur par Jean-Claude Barreau, conseiller de l'Immigration de M. Debré comme il l'était de Charles Pasqua. Il leur a assuré qu'une seconde circulaire, plus précise que la première, allait être adressée aux préfets, afin de régler définitivement la situation. Il considère, dit-il, que tous les parents étrangers d'enfants français doivent être régularisés hormis les cas de fraude avérée. Quant aux Algériens, exclus de la carte de résident en vertu de l'article 7 bis de l'accord franco-algérien, ils retrouveront, paraît-il, le régime général.

CLAUDE

## RENDEZ-VOUS

### CARHAIX-PLOUGUER (FINISTÈRE)

Le groupe Francisco-Ferrer de Lorient organise une soirée sur le thème : « Qu'est-ce que l'anarchisme ? », avec projection de la vidéo *Ecoutez May Picqueray*, le vendredi 23 juin, à 20 h, à la **salle Justice et paix de la mairie de Carhaix-Plouguer**.

### LYON

Dans le cadre du « Café libertaire », les groupes de la Fédération anarchiste de Lyon vous proposent, à la **librairie La Plume Noire (19, rue Pierre-Blanc, 69001)**, le jeudi 22 juin, à 21 h, une réunion-débat sur le thème : « Avortement, contraception et commandos anti-IVG ».

### NICE

Le groupe de la Fédération anarchiste tient ses permanences du mercredi et du samedi, de 15 h à 18 h (voire au-delà), au siège de l'ADCL, 19, rue de Dijon, 06010 Nice (près de la gare principale).

### SAINT-DENIS

Le groupe Poulaillé de la FA vous invite à la conférence-débat « Femmes, inégalités des droits », animée par Michel Forst, responsable d'Amnesty International-France et par Nelly Trumel, militante anarcho-féministe, le jeudi 22 juin, à 20 h 30, à la **Bourse du Travail, rue Bobby-Sands (M<sup>e</sup> Porte-de-Paris), Saint-Denis**. Pour joindre le groupe Henry-Poulaillé de Saint-Denis, téléphonez au 48.20.12.08.

### SAINT-GEORGES-D'OLÉRON

Vous pouvez prendre contact avec le groupe Bakoumine de la FA, en écrivant au 35, allée de l'Angle, Chaucre, 17190 Saint-Georges-d'Oléron. Tél. : 46.76.73.10. FAX : 46.76.82.60.

### SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES

Pour contacter la FA sur les Yvelines, écrivez à l'association « Les Amis du Chat noir turbulent », BP 262, 78053 Saint-Quentin-en-Yvelines cedex.

« Mots et Musiques » et Radio Libertaire (89.4) présentent :

**LA 4<sup>e</sup> FÊTE de « MOTS ET MUSIQUES »**  
LUNDI 19 JUIN - 20 h 30 - THÉÂTRE CLAVEL  
(3, rue Clavel, M<sup>e</sup> Pyrénées, 75019 Paris)

avec : Christine AUTHIER • Jean-Michel BRAC • BÉVINDA • Marcel ÉGLIN • Pierre LOUKI • Marc ROBINE • Serge UTGE-ROYO • Marie-Josée VILAR • Sabine VIRET • Jean-Marie VIVIER

Prix des places : 80 et 100 F. Réservation au : 43.84.70.04.

PARIS

## Montparnasse-Matignon : la nouvelle ligne des cheminots SNCF

Le 31 mai, à Paris, les cinq organisations syndicales de cheminots (CGT, CFDT, CFTC, FO, FMC) ont appelé à manifester de la gare Montparnasse à l'hôtel Matignon, à la suite d'un décret Balladur visant à officialiser la concurrence sur les lignes SNCF, prévue dans la directive européenne 91/440. Dernier cadeau du Premier « sinistre ».

Au départ, tous les chefs syndicaux sont allés de leurs beaux discours de mobilisation en oubliant que c'est la suite logique du traité de Maastricht. Le tribunal de la Fédération Maîtrisée et Cadre, à la fin de son intervention, a osé utiliser le « Ni dieu ni maître ». D'après les organisateurs, nous étions 40 000. La manifestation a déambulé gentiment, avec beaucoup de fumigènes dégageant une fumée puante (des torches mal éteintes crament quelques poubelles !). Les doux rêveurs, que sont les dirigeants syndicaux, pensaient être reçus à Matignon. Mais les CRS faisaient bonne garde, bien avant Matignon, et ceci comme toujours. Ils étaient sur deux lignes espacées, les premiers protégés par ailleurs par des doubles barrières. Notons quelques provocations de la part de cheminots qui lancèrent des torches encore enflammées sur les CRS... Cela eut pour effet de conduire un syndicaliste à vouloir calmer les esprits en leur disant : « Qu'ils [les CRS] étaient comme nous ». Etant à côté, j'ai répondu : « Sûrement pas, la preuve ».

Après la manifestation d'octobre 1993, cette dernière n'a montré qu'un début de mécontentement. A quand une réelle action ?

Pour insuffler des actions plus revendicatives, il serait important que la CNT soit présente. Les agents qui en ont marre des syndicats traditionnels seront les bienvenus lors de l'éventuelle création d'une section CNT.

Un dernier mot : à quand l'abolition du salariat ? ♦

PASCAL JOURDAIN

ETATS-UNIS

## Mumia Abu-Jamal ne doit pas mourir

L'ordre d'exécuter Mumia Abu-Jamal a été signé par le gouverneur de Pennsylvanie Tom Ridge. La date d'exécution a été fixée au jeudi 17 août, à 22 heures.

Le mercredi 7 juin, un rassemblement devant l'ambassade des Etats-Unis s'est déroulé en vue de réclamer sa grâce et sa libération.

Mumia Abu-Jamal est un journaliste noir américain et un prisonnier politique — un homme innocent qui a passé treize ans dans le quartier des condamnés à mort. Il s'est fait connaître comme la « voix des sans-voix » par ses écrits éloquentes et puissants, prenant fait et cause pour les droits des Noirs et des autres opprimés.

Jamal est devenu la cible de la police de Philadelphie, notoirement brutale et raciste, pour son

rôle dirigeant dans le Black Panther Party à Philadelphie alors qu'il était adolescent et, plus tard, pour avoir été un partisan de MOVE et un journaliste. En 1981, Jamal a été victime d'un coup monté et accusé du meurtre d'un policier de Philadelphie. Au terme d'un procès truqué, il a été condamné simplement pour ses convictions politiques. Aujourd'hui, les forces « sécuritaires » aux Etats-Unis veulent sa peau. L'ordre d'exécution a été signé juste avant que les avocats de Jamal déposent une demande pour un nouveau procès. Le cas Jamal est devenu le point de ralliement international dans le combat contre la peine de mort raciste. Une mobilisation de masse est maintenant nécessaire ! Tous les opposants à l'injustice raciste doivent se joindre à la campagne urgente pour sauver Mumia Abu-Jamal ! Abolition de la peine de mort raciste aux Etats-Unis !

COMITÉ  
de DÉFENSE SOCIALE  
(BP 202, 75822 Paris cedex 17)

### ITALIE

Le n° 2 de *Tutto Squatt*, journal de la Coordination des squatts anarchistes de Turin (Italie), est vendu au prix de 10 F.

Au sommaire : Non à la légalisation des squatts, un nouveau squatt, automne chaud, contre les élections, répression-solidarité.

A commander à : B.N., BP 54, 83501 La Seyne-sur-Mer.

PARIS 18<sup>e</sup>

## « Femmes dans la rue, grenouilles au bénitier ! »

LE SAMEDI 10 JUIN, rue Ordener, à Paris, comme à de nombreuses reprises, une poignée de personnages falots, ivres de Dieu et de bêtises, se sont rassemblés devant une clinique privée pour chanter des cantiques et débiter des stupidités moyenâgeuses sur le droit à la vie de pauvres petits embryons.

De l'autre côté de la rue, séparés des allumés par un cordon de gardes mobiles, nous étions environ trois cents à exprimer notre attachement à un avortement libre et gratuit, ainsi que notre opposition à toutes les formes d'intégrisme.

Voyant que ces bougres s'obstinaient à chanter — ne s'arrêtant que de loin en loin pour laisser le « gourou » Xavier Dor débiter des niaiseries haineuses et fascinantes dans son mégaphone — quelques unes et quelques uns d'entre nous eurent l'idée de les bombarder d'œufs, puisque nous ne parvenions pas à les convaincre de déguerpir par la seule vertu raisonnable de nos slogans.

Au bout d'un moment, protégés par la maréchaussée, le petit groupe d'intégristes se déplaçait vers un autre coin de la rue. Comme les gardes mobiles voulaient nous empêcher de le suivre, nous fîmes le tour du pâté de maisons — en profitant pour acheter des stocks d'œufs aux

épiciers du quartier — pour continuer notre rassemblement.

Une véritable pluie d'œufs s'abattit sur les « grenouilles de bénitier », qui nous en retournèrent quelques-uns (aimablement fournis à leur groupe par le François du coin), avant d'être conduits dans le métro *manu militari* par les gardes mobiles. Au passage, une de ces militantes pour le droit à la connerie nous lança un « à samedi prochain ! », que nous nous exprimons de retransmettre ici à ceux qui se sentiraient l'envie de se lever tôt le week-end.

A mon tour, je leur donne rendez-vous à « samedi matin » et à tous les samedis matins du monde, si cela s'avère nécessaire.

« Ah ! si Marie avait connu l'avortement, on n'aurait pas connu tous ces emmerdements. » Au-delà de l'absurdité de ces personnages, c'est tout un monde hostile au bonheur, ici et maintenant, dont le retour se dessine auquel nous devons aujourd'hui nous opposer... Un monde mesquin d'agneaux qui se tondraient eux-mêmes à la grande joie de quelques pontifes ; un monde où la peur de vivre obligerait à repousser dans l'autre monde l'espace de la jouissance.

Contre ce monde d'ennui et de soumission, nous nous opposerons encore et encore. Et tant pis si on doit se lever tôt chaque samedi. ♦

ALAIN L'HUISSIER  
(gr. La Villette - Paris)

(Lire « Coïre », p.8)

### BELGIQUE

Exposition Maximilien Luce  
(peintre anarchiste)  
jusqu'au 30 juillet

Musée des Sciences  
Domaine de Parentville  
227, rue de Villers  
6010 Couillet (Charleroi)

Du lundi au vendredi de 9 h 3 à 17 h 30  
Le dimanche de 10 h à 18 h.

A l'initiative de l'Université libre de Bruxelles

Dans le cadre de notre hors-série « Spécial 1000<sup>e</sup> numéro », nous vous avons présenté divers journaux anarchistes publiés de par le monde. Faute de place, certains n'ont pu y figurer.

A la suite de la présentation dans le ML n° 1001 d'*Umanita Nova* (hebdo de la FA italienne), voici aujourd'hui un aperçu du journal syndicaliste révolutionnaire américain : *The Industrial Worker*, de la revue italienne : la *Rivista Storica dell'Anarchismo* et de deux journaux de l'ex-URSS, *Priamæ diéistvié* et *Anarkhia*.

### THE INDUSTRIAL WORKER

*The Industrial Worker* a débuté sa parution en 1909 comme organe hebdomadaire des Industrial Workers of the World pour l'Ouest des Etats-Unis (Solidarity était l'organe de l'Est, et les deux journaux ont fusionné à la fin des années 20). Nous avons maintenu la publication depuis cette date, sauf interruption quand nos administrateurs étaient emprisonnés, nos bureaux brûlés par les milices ou la police, le journal interdit de diffusion par la poste... *The industrial Worker* était édité au départ à Spokane (Etat de Washington). Après que huit administrateurs eurent été arrêtés (chacun après la réalisation d'un seul numéro), et la totalité de la livraison du 10 décembre 1909 confisquée par la police, le journal démenagea pour Seattle (Etat de Washington), puis pour Chicago (Illinois).

*The Industrial Worker* est maintenant édité mensuellement depuis Chicago. *The Industrial Worker* est la voix du syndicalisme révolutionnaire en Amérique du Nord et dans les îles britanniques. Chaque numéro contient des nouvelles des campagnes et autres activités organisées par les IWW, des luttes ouvrières internationales, des appels à la solidarité émanant de différentes parties du monde, des commentaires sur les attaques internationales contre la vie, le travail et la condition sociale des travailleurs... De temps en temps, le journal publie aussi des

articles satiriques sur les vieux traîtres (bureaucrates syndicaux), les pilotes du ciel (prêcheurs), les plutocrates (patrons) et les « politiciens » (politiciens) qui ont pour but de rendre ce monde — qui pourrait être un si bel endroit où vivre et travailler — un enfer vivant.

*The Industrial Worker* est depuis toujours une voix en faveur du militantisme, de l'action directe, de la solidarité et du syndicalisme révolutionnaire. *The Industrial Worker* ne s'est jamais limité, ni même concentré, sur les luttes des IWW, le journal exprime sa solidarité avec toutes les luttes des classes travailleuses pour le droit à l'organisation, pour la sécurité au travail, pour la baisse des horaires, pour un plus grand partage des richesses que nous produisons. Mais *The Industrial Worker* souligne aussi le besoin de (ré)organiser le mouvement ouvrier sur une base entièrement différente, d'abolir le salariat et de mettre toute la production sous le contrôle des travailleurs.

Sous le titre de chaque numéro, on trouve trois mots qui résument le but de *The Industrial Worker* : « Education, Organisation, Emancipation ». *The Industrial Worker* (et les Industrial Workers of the World) continueront le combat jusqu'à ce que les travailleurs aient assuré leur émancipation. Notre numéro de mai se trouve être le n° 1579. Mais vous nous rattrapez rapidement. Félicitations pour avoir franchi ce jalon. Nous attendons avec impatience de poursuivre avec vous le combat pour la liberté et la justice.

In solidarity.

JON BEKKEN

(administrateur de *The Industrial Worker*)

### RIVISTA STORICA DELL'ANARCHISMO

La *Rivista Storica dell'Anarchismo*, née en 1994, vient de sortir son troisième numéro, consacré à la participation des anarchistes à la lutte antifasciste. Les deux numéros précédents traitaient des anarchistes face à la Première Guerre mondiale, de la pensée de Godwin, de l'influence de Proudhon sur le socialisme italien, de l'anarchisme américain, de l'antimilitarisme hollandais Domela Nieuwenhuis, ainsi que l'histoire locale (révoltes de la fin

du XIX<sup>e</sup> siècle en Sicile et en Toscane), et des rapports entre histoire culturelle et histoire politique d'une part, entre anarchisme et milieux artistiques d'autre part. La revue propose aussi des comptes rendus de livres traitant de l'histoire du mouvement libertaire et de fonds d'archives sur l'anarchisme. Les prochains numéros seront organisés autour d'un thème central, tout en laissant une large place aux intérêts immédiats des participants. La revue est née d'un débat ancien rassemblant des historiens (non exclusivement anarchistes) et des militants, dans le souci de conjuguer passion et rigueur dans l'élaboration d'un point de vue critique sur l'histoire du mouvement libertaire. *Rivista Storica dell'Anarchismo* c/o Biblioteca franco-Serantini, CP 247, 56100 Pisa (Italie). Abonnement annuel (deux numéros) : 50 000 lire, à Biblioteca franco-Serantini soc. coop. a.r.l., CCP 11268562, Largo Concetto Marchesi, 56124 Pisa.

### PRIAMÆ DIÉISTVIÉ et ANARKHIA

Depuis la pérestroïka, de nombreux journaux et revues anarchistes sont édités en ex-Union soviétique. Nous n'en citerons pour exemple que deux, dont quelques articles sont parus dans le *Monde libertaire* (n° 989 : « A qui servent les présidents ? » ; n° 990 : « Le piège du nationalisme » ; n° 993 et 994 : « Lutte en usine »).

Le premier, *Priamæ diéistvié* (Action directe) est une revue anarcho-syndicaliste éditée par le Groupe des anarcho-syndicalistes révolutionnaires (GRAS), de Moscou, dans laquelle on trouve des articles divers traitant aussi bien du fascisme, de l'antisémitisme ou du nationalisme en ex-URSS que des moyens de lutte au travail.

Le deuxième, *Anarkhia* (Anarchie) est édité par l'organisation de Gomel de la Fédération anarchiste de Biélorussie (FAB), qui aborde des sujets théoriques ou d'actualité en ex-URSS. Ces deux organisations, GRAS et FAB, sont fédérées au sein de la Fédération des anarchistes révolutionnaires (FRAN) qui comprend de nombreux autres groupes éditant eux-mêmes leurs propres publications, dont le bulletin *A-Info*, publié par l'Initiative des anarchistes révolutionnaires (IREAN), de Russie. ♦

LES HEURES SOMBRES DU MOUVEMENT OUVRIER

# « Syndicats nous voilà ! Vichy et le corporatisme »

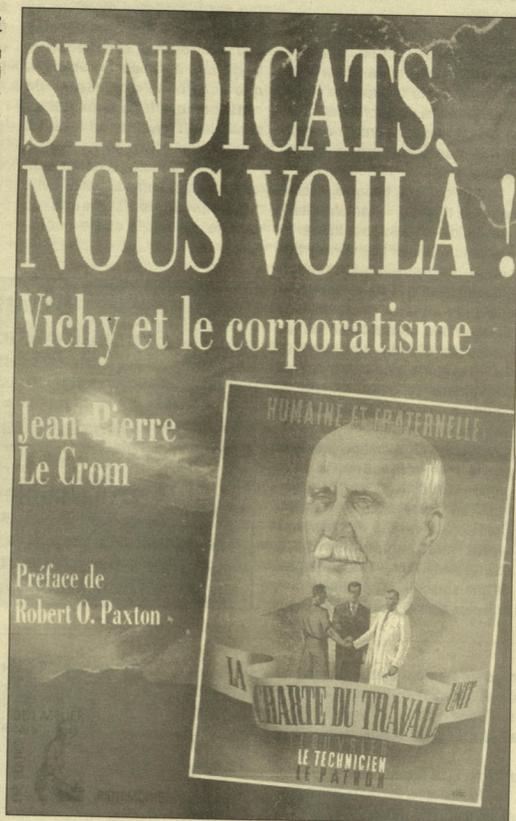
Jean-Pierre Le Crom - éditions de l'Atelier

A JOURD'HUI, comme toujours, certains veulent supprimer la lutte des classes, tout au moins l'étouffer, faire comme si elle n'était pas inhérente au système du salariat. A ceux-là, nous recommandons particulièrement la lecture du livre de Jean-Pierre Le Crom : *Syndicats, nous voilà ! Vichy et le corporatisme*. Bien sûr, tous les autres sont aussi invités à lire un ouvrage à mettre en bonne place aux cotés du livre référence sur l'époque : *La France de Vichy*, de Robert O. Paxton. Ce dernier signe logiquement la préface du livre.

Comme nous le rappelle Jean-Pierre Le Crom, dès la Libération « ...les enjeux de la mémoire étaient tels que l'analyse scientifique fut souvent monopolisée par des auteurs de sensibilité communiste qui nous expliquaient que la collaboration syndicale au régime de Vichy devait être considérée comme un épiphénomène... ».

Au travers des péripéties juridiques d'un texte, la *Charte du travail*, nous constatons que Vichy ne fut ni une parenthèse, ni un bloc monolithique. Des hommes de plusieurs tendances politiques et syndicales se sont retrouvés aux côtés du maréchal Pétain pour construire « une nouvelle société ». Leurs confrontations ont fait qu'ils se sont neutralisés, mais il existe encore dans le Droit du travail et dans des pratiques des éléments qui ont perduré.

L'idéologie de départ vers la collaboration chez les syndicalistes, c'est le corporatisme : « ...on peut situer la naissance d'une doctrine corporatisme française dans les années qui suivent la Commune de Paris. Deux courants d'idées principaux — le catholicisme social et le solidarisme — bien que politiquement distincts s'en réclament de manière plus ou moins explicite... La crise de 1929, les faiblesses du parlementarisme favorisent la recherche d'une troisième voie entre le libéralisme et le socialisme. Dès lors, la question du recours au corporatisme va se poser dans de nombreuses sphères de la société... Au sein de la CFTC, dont les statuts font explicitement référence à la doctrine sociale de l'Eglise, un intense travail de réflexion prospectif, assez confus, est mené pour concilier liberté et organisation. A la CGT ou chez les socialistes, la révision du marxisme et le nouveau culte du Plan favori-



sent, chez une partie des militants, des convergences inavouées avec certains aspects du corporatisme... »

Nous voyons bien que le corporatisme fut un des grands débats de 1936. Certains pensaient créer, par l'association des corporations, un mouvement capable de s'opposer aux monopoles industriels. D'autres y voyaient l'étouffement des libertés individuelles et à la main mise de l'Etat.

La CFTC a s'en doute mené, pendant l'année 1936 et suivantes, une réflexion plus importante que la CGT. Le livre nous fait suivre cette démarche interne qui aboutira à une situation plus claire à la CFTC qu'à la CGT. Elle ne voudra en aucun cas participer à la mise en place de la *Charte du Travail*, qui supprime les confédérations pour les remplacer par un syndicat unique. Et, Jean Péres, secrétaire fédéral de la Métallurgie, qui ralliera le régime de Vichy, alors qu'il fut celui qui a orienté la CFTC,

dominée par les employés dans les années trente, vers des positions proches de la culture du monde ouvrier. Il est celui qui a participé en 1935, aux côtés de la CGT, aux grèves unitaires de la Métallurgie de Saint-Etienne.

Du côté CGT, René Belin, secrétaire confédéral, sera ministre de la Production Industrielle et du Travail. Comment comprendre que ce soit ces militants qui rejoignent Vichy ?

Sans tomber dans l'excès : les syndicalistes ralliés ne furent jamais très nombreux, Jean-Pierre Le Crom nous décrit le parcours de responsables importants de la CGT.

« ...sauf à rentrer totalement dans la clandestinité — mais qui y songe en 1940-1941 —, le maintien des liens minima avec Vichy apparaît naturel pour faire avancer un dossier, régler un problème de salaires ou de statuts, l'Etat sert toujours d'interlocuteur... Deux sensibilités participationnistes peuvent être dégagées. Une première regrou-

pée à Paris autour de Marcel Déat et du Rassemblement national populaire. C'est une équipe de politiques qui prônent ouvertement la collaboration avec les nazis. Plus syndicalistes dans leur comportement, les seconds s'appellent les Fédéraux car ils se recrutent essentiellement dans les fédérations anciennement affiliées à la CGT... ce qui les fascine ce n'est pas la tradition rénovée, le corporatisme mis au goût du jour, c'est bien la représentation d'un Etat dépolitisé, au dessus des classes... ».

A l'échelon du bureau confédéral, aucun militant ne suivra Belin. A la commission administrative, sur les trente-cinq membres élus en 1938, le rapport des forces s'établit à quatorze militants engagés dans les institutions du régime contre huit, la position des treize autres étant inconnue. La plupart des responsables des fédérations ont participé assez activement au système sans qu'on puisse, sauf pour certains, savoir quel est le degré d'adhésion véritable.

Au-delà des noms, nous nous questionnons sur le chemin de militants syndicaux. Les mécanismes de réflexions menés à l'intérieur de la CFTC nous permettent, par exemple, de mieux appréhender les acteurs du catholicisme social dans toute leur diversité. Le suivi des divers comités instaurés dans le cadre de la *Charte du Travail*, et du succès qu'ils obtinrent auprès des militants montrent les contradictions en jeu. Il est vrai que la présence dans certaines institutions permettait une bonne couverture pour des actions de Résistance. Il y avait aussi les comités « patates », comités sociaux d'entreprise, dont le succès s'explique par leur utilité dans la situation économique désastreuse créée par la guerre et l'Occupation. La sous-alimentation est un problème numéro un des Français.

Enfin, l'attention portée sur trois départements (Maine-et-Loire, Rhône et Nord) nous éclaire sur la diversité des situations.

Certes, il reste difficile à un historien de toucher la réalité de près à partir de textes d'archives, d'arbitrages de décrets ou de sources des renseignements généraux. Etre en situation ne s'improvise pas, et nombreux sont sans doute les militants qui n'apparaissent dans aucune

archive. Le travail mené avec cet ouvrage comble tout de même un manque important. Il doit être pour tous les syndicalistes une étude de comportements et de stratégies des plus précieuses.

Quant à la période de purification, d'autres batailles viendront prendre le relais des précédentes. Comment expliquer, en effet, l'acharnement des syndicalistes communistes à l'adresse d'anciens unitaires ayant quitté le Parti communiste ou à l'égard de syndicalistes révolutionnaires, en particulier ceux qui participent à la revue *la Révolution prolétarienne* ?

D'autres réflexions et enseignements sont à retirer de l'étude de cette période, en particulier pour nous anarchistes. En effet, les références à Proudhon sont assez fréquentes chez les néo-syndicalistes, Parisiens ou Fédéraux confondus. Par anti-parlementarisme ? par vision tronquée ? peut-être... Comment Proudhon peut-il être si peu clair ? Il y a aussi les militants anarchistes ou anarcho-syndicalistes qui, à partir de pacifisme, de luttes contre les monopoles... sont tombés dans le soutien au pire des Etats qui soient.

Vichy parenthèse ? La notion de salaire minimum, les grilles de classification, le rôle spécifique de l'encadrement reconnu par la création d'un deuxième puis d'un troisième collège lors des élections professionnelles ont connu un début d'application sous Vichy. Sur le plan des institutions, les comités de sécurité, les services médicaux et sociaux rattachés au comité d'entreprise. Dans certaines entreprises la notion de famille ouvrière est aussi très présente aujourd'hui. Une partie importante de l'histoire du syndicalisme vient d'être mise à jour, il serait d'ailleurs intéressant de comparer cette histoire des structures collectives et à travers elles des militants qui les font vivre avec une histoire des conflits individuels patrons-salariés telle que peut la révéler les jugements des prud'hommes. ♦

CHRISTIAN VÉRON  
(Individuel FA de Nantes)

N.B. : *Syndicats nous voilà ! Vichy et le corporatisme*, de Jean-Pierre Le Crom, éditions Fayard, 410 pages. Prix : 190 F. En vente à la librairie du Monde Libertaire au prix de 190 F (ajoutez 10% de frais de port). Chèque à l'ordre de Publico.

## Souscription pour de nouveaux locaux RL et ML

Simon CABASSO 100,00 + 200,00 / Gérard CHAOUAT 100,00 / Françoise COLIN - bar Le Maldoror 500,00 / Robert CHARDEL 1 000,00 + 1500,00 / Michèle CALLET 150,00 / Jean CAILLOT 200,00 / Anne CHAUVIN et Marc DESBORDES 2 000,00 / Simone CHAMBON 300,00 / Paul CERLES 150,00 + 200,00 / Patrick COADIC 100,00 / Bernard CHARMETANT 100,00 / Claudette CHEBER 100,00 / Kharinne CHAROV 100,00 / Guy CAVALIER 3 000,00 / Geneviève CAPELLE ? / M. et M<sup>me</sup> CHOUIMARA 1 000,00 / Madeleine CHATELAIN ? / Ronald CREAUGH 200,00 / Danièle CORET 250,00 / Thierry CLAIR-VICTOR ? / Sylvain COUCHARRIERE 100,00 / Nicolas CHANCLOU 400,00 / Jean-Luc COEDIC 100,00 / Jean-Pierre CAROLFI 50,00 /

11 900,00

Fabien DELANNOY 1 000,00 / Danièle DEFONTAINE 200,00 / Gilbert DAVI 500,00 + 500,00 / Pierre DAGUET 500,00 / Philippe DABRIGÉON 100,00 / Guy DES-CHAMPS 400,00 / Christian DELPEYROUX ? / Marcelle DIGUE ou Michelle BARREAU ? / Marie-Noëlle DELREY 200,00 / Marie-Françoise DUTHU 100,00 / William DARDE 50,00 / Robert DITTE 100,00 / Serge DOMKOFF 100,00 / (« ? » signifie que le montant n'est pas précisé.)

3 750,00

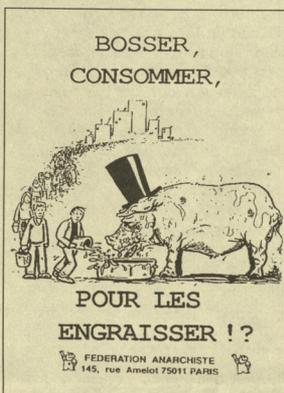
(suite de la liste au prochain numéro)

## Notre dernier autocollant

Le groupe Ne Plus Subir (Moselle/Bas-Rhin) a édité l'autocollant ci-contre (format A6).

Prix : 10 francs les 5 exemplaires ; 40 francs les 50 ex. et 70 francs les 100 ex.

Chèque à l'ordre de **Ne Plus Subir, BP 58, 67260 Sarre-Union.**



POLAR

## « Justice sanglante »

Thomas de Quincey - éd. José Corti

**L**A VÉRITÉ à un destin posthume. Certains livres également. D'un bond par dessus le temps, ils jettent un éclair vers le futur, se referment et tombent dans l'oubli. De Thomas de Quincey, les deux livres les plus lus sont *Les Confessions d'un opiomane* et *De l'assassinat considéré comme un des beaux arts*. L'œuvre romanesque est généralement moins connue.

La parution de *Justice sanglante* constitue donc un événement. C'est un polar visionnaire, et le tout premier du genre. L'efficacité du procédé (le livre se lit d'une traite) n'est cependant pas l'essentiel de ce qu'il faut en retenir : la vengeance est un bon sujet, surtout lorsqu'elle est sanglante... et dans le livre, elle l'est horriblement. Le vrai catalyseur du livre est une posture devant la vérité, un devoir de justice dont on ne déroge pas et surtout la parfaite connaissance des rouages de la société bourgeoise, de son cynisme, de ses lâchetés.

A peu près tous les romans de de Quincey gravitent autour de la même proposition : celle d'une vengeance rendue légitime par la violence bourgeoise ; et chacun d'entre eux apporte un éclairage qui vient compléter la lente reconstitution du crime

social. Les vengeurs de de Quincey sont toujours des individualistes (cf. *La nonne militaire d'Espagne*), des êtres qui œuvrent au rétablissement de la vérité mais d'abord pour eux-mêmes. Et c'est sous cet aspect que sa pensée reste des plus modernes. C'est à juste raison que Kafka est cité dans la postface, lui qui n'a rien fait d'autre que d'exhumer les fondations du mal. Mais là s'arrête la comparaison, car c'est en extraverti affirmé que de Quincey aborde la question. Le danger que représente pour une société l'utilisateur de certaines drogues n'est pas qu'il puisse y ruiner sa santé mais qu'il développe une lucidité telle qu'une fois pour toutes, il en voit les mécanismes dans la transparence de son rêve. Le penseur subversif, donc, est moins celui qui profère le diktat d'une vérité réelle que celui qui déconstruit patiemment les mécanismes de l'imposture et qui, dans le travail de la déconstruction, rend au regard critique une puissance libératrice qui s'était assoupie.

De Quincey, en maître tacticien qu'il est, joue de l'écriture comme d'un art martial. Il y aurait beaucoup à dire sur l'influence qu'exerça la drogue sur sa pensée. Il est clair en tout cas, et tout particulièrement dans ce livre, que l'extrême rapidité avec

laquelle s'exerce la violence lui sert à nourrir un ralenti par l'effet duquel s'installe une vision claire de la réalité, de ses fondements sordides et un espace de vraie liberté. Dans un court essai publié il y a quelques années par Gérard Lebovici, *Tuer n'est pas assassiner*, Edward Sexby posait d'une autre façon la brûlante question de la désobéissance civile et de l'exécution des bourreaux légaux.

Un texte de la même veine et qui malheureusement n'a point été réédité. Dans une période de manipulation systématique comme celle que nous traversons actuellement, où la première urgence est de retrouver des repères scientifiques brouillés ou désormais manquants, de tels livres sont d'une totale utilité. Car certes, le plat de la vengeance se consomme froid, mais seulement pour celui qui, comme l'écrivait H. Michaux, « à défaut de soleil sait mûrir dans la glace ».

Traduit de l'anglais par Roger Kann, fiche technique en première page, postface de Grevel Lindop, une très jolie maquette et le plaisir de lire un grand texte. ♦

CLAUDE MARGAT

## Associations

### CRESELY : FÊTE DE SOUTIEN AUX « AMIS DU CHAT NOIR TURBULENT »

Le samedi 17 juin, de midi à l'aube du lendemain, une fête de soutien à l'association des « Amis du Chat noir turbulent » se déroulera au lieu-dit **La Deuxième carrière, à Cressey**.

Au programme : pique-nique végétarien/barbecue, soule (sorte de rugby pratiqué au Moyen-Âge), concert acoustique (amenez vos instruments), débats. Participation : 50 F.

« Les Amis du Chat noir turbulent », BP 262, 78053 Saint-Quentin-en-Yvelines cedex.

### LILLE : ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU CENTRE CULTUREL LIBERTAIRE

Les adhérents et sympathisants du CCL Benoît-Broutchoux sont invités à participer à l'AG qui se déroulera le samedi 17 juin, à partir de 14 h 30, au CCL, 1-2, rue Denis-du-Péage (M<sup>e</sup> Fives), à Lille.

### MONTREUIL : MEETING-CONCERT POUR « LE KIOSK »

Le dimanche 18 juin, à partir de 19 h, le bar associatif de Montreuil (Le Vendémiaire, 33-35, rue François-Arago [M<sup>e</sup> Robespierre]). Tél. : 42.87.48.26 accueillera The Informers et Oi Pollo! (Écosse). Tables de presse dès 18 h.

### PARIS : « LE KIOSK »

L'info-shop « Le Kiosk », passage Dumas (face au 21 ter, rue Voltaire) M<sup>e</sup> Nation ou Boulets-de-Montreuil (où l'on trouve livres, journaux, fanzines, revues, BD, disques, cassettes, CD, T-shirts...) est ouvert du mercredi au samedi, de 14 h à 19 h.

### LILLE : PAËLLA CÉNÉTISTE

L'Union locale des syndicats CNT-AIT organise une grande paëlla révolutionnaire le samedi 24 juin, en soirée, dans le cadre verdoyant du Centre social « Mosaïque » à Fives. Le repas (apéro, paëlla, salade et dessert) est fixé à 40 F. Gratuit pour les enfants de moins de six ans. Chèque à l'ordre de l'Union locale CNT. Retenez votre place en écrivant à : CNT, 1-2, rue Denis-du-Péage, 59800 Lille.

### PARIS : « ANIMALE »

L'association « Mots et Musiques » vous invite à assister au récital de Catherine Le Forestier, *Animale*, qui se déroulera du 14 au 20 juin, à 20 h 30, à l'**Espace Lautrec, 11, rue André-Antoine, 75018 Paris**. Réservation : 42.23.39.65. Entrée : 50 F.

### FONTENAY-SOUS-BOIS : « AFFAIRE PELTIER »

Le Comité de soutien aux Indiens des Amériques (CSIA) organise une soirée d'information sur l'affaire Peltier, le mercredi 21 juin, à 21 h 30, au **cinéma Le Kosmos, 243 ter, avenue de la République**. Projection du documentaire *Incident à Oglala* (1992 - 1 h 32), de Michael Apted, suivie d'un débat avec Bobby Castillo (Apache chiricahua) et Kathy White Eagle (Cherokee), membres de l'American Indian Movement.

### ORLÉANS : RÉTENTION ET PROCÈS PASQUA

Le vendredi 23 juin, à 9 h, Kassoum Ba et Jean-Pierre Perrin, passeront en procès devant le **Tribunal correctionnel d'Orléans**, sur plainte de Charles Pasqua, pour avoir « *dif-famé la police* » en distribuant, le 8 mai 1994, un tract du Collectif-Égalité dénonçant l'implantation à Orléans d'un centre de rétention judiciaire (30, rue Basse-d'Ingré). L'Association de solidarité avec les travailleurs immigrés d'Orléans vous invite à venir nombreux les soutenir.

ASTI, BP 5355, 45053 Orléans cedex 01. Tél. : 38.62.31.08. Fax : 38.42.00.58. Permanences : le mardi de 18 h à 19 h 30 et le jeudi de 15 h à 17 h, au 14, rue Sainte-Anne.

### RENNES : « COMMUNE LIBRE DE VILLEJEAN »

La « Commune libre de Villejean » organise une université d'été, du 26 juin au 1<sup>er</sup> juillet, à l'université Rennes II, 6, avenue Gaston-Berger, 35000 Rennes. À l'occasion de forums (tous les matins, de 10 h à 12 h, dans l'amphithéâtre Chateaubriand) seront abordés les thèmes de l'éducation (lundi et mardi), du « travail » (mercredi), des « médias » (jeudi), des « différences, minorités et du corps social » (vendredi). Synthèse de l'ensemble le samedi. Ces forums seront complétés par des ateliers de travail (en après-midi, de 14 h à 17 h).

Les débats seront doublés par une présence artistique : exposition peinture, exposition de photos de la rue du Dragon ; cinéma-vidéo sur le DAL (*L'yeux ouvert*), *La Haine* (sous réserve), théâtre avec la pièce *Parkman Maos* par la Compagnie du Théâtre de Valence, la troupe Sentimental Bureau, créations Amphithéâtre, Hamlet Machine et Smoke Bovary (sous réserve) ; concerts avec la chorale Mosaïque (le 27 juin, à 21 h), les Fabulous Trobadors (rap toulousain - sous réserve), rock, rap, reggae, techno... ; débats avec J.-P. Domecq, critique d'art et critique littéraire. A publié *Artistes sans arts*. Fête de clôture le 1<sup>er</sup> juillet avec *fest-noz* hall B et *rave* pôle Langues. Pour plus de renseignements : 99.33.50.81.

### ESSONNE : « CNT ÉDUCATION 91 INFOS »

Le bulletin (4 pages) du syndicat CNT de l'Éducation de l'Essonne vient de paraître. Au sommaire : l'inspection, les CES, l'école Bonaventure d'Oléron, le corps des professeurs d'école... Pour vous le procurer le bulletin (contre un timbre à 2,80 F), écrivez à : CNT-Éducation 91, 3, rue de l'École, 91000 Évry. Tél. : 60.79.32.44 ou 69.01.10.94

### BELGIQUE : MANIF. ANTIRACISTE A LA LOUVIÈRE

Samedi 17 juin, 14 h, manifestation contre le racisme et le fascisme. Départ : parking de la gare de La Louvière. Front antifasciste de la région du Centre, 36, rue Albert 1<sup>er</sup>, 7100 La Louvière (Belgique).

FORUM de la LIBRAIRIE du MONDE LIBERTAIRE  
(145, rue Amelot [M<sup>e</sup> Oberkampf], 75011 Paris)  
**SAMEDI 17 JUIN - 16 h 30**  
avec **HENRIETTE WALTER**  
autour de son livre  
**« L'AVENTURE DES LANGUES EN OCCIDENT »**  
(éditions Robert Laffont. Prix : 149 F)

FACE AUX COMMANDOS ANTI-AVORTEMENT

## Colère

**C**OLÈRE, oui, face aux opposants qui poursuivent leur croisade anti-avortement en France, en redoublant de plus belle en cette année anniversaire des vingt ans de la loi dite Veil : déjà vingt actions en 1995.

Colère, oui, car ils obtiennent même l'autorisation de manifester (une treizième fois) devant la clinique Ordener, donnée par Philippe Massoni, préfet de police de Paris, au mépris de

leur part et de sa part (le préfet) de la loi Neiertz condamnant le délit d'entrave à l'IVG.

Colère, encore, quand Clara Gaymard est nommée à la tête du service des droits des femmes. C'est la fille de Jérôme Lejeune, bien connu de Laissez-Vivre, décédé l'an dernier, avec une floppée de titres : membre de l'Académie pontificale des Sciences, professeur de génétique, docteur honoris

causa de l'université de Pampe-lune (centre intellectuel de l'Opus dei, dont il était membre). Jérôme Lejeune, par ailleurs, fonda La Trêve de Dieu, lors de la visite du pape en Alsace en 1988. « Il fut hébergé dans l'abbaye de Fontgombault, dans l'Indre, où séjournèrent aussi des activistes de l'OAS et un certain Paul Touvier. Aujourd'hui, ses héritiers, parmi lesquels son propre gendre Hervé Gaymard, aujourd'hui secrétaire d'Etat (RPR) chargé des Finances [...] viennent déposer au ministère de l'Intérieur et au Conseil d'Etat le projet de création de la Fondation Jérôme Lejeune, qu'ils cherchent à faire reconnaître d'utilité publique. » (1) Cette Clara Lejeune-Gaymard a son service rattaché au ministère de la Solidarité entre les générations (pour ne pas dire « famille ») de Colette Codaccioni : les droits des femmes sous la coupe de la famille !

Les femmes réagissent. La grande majorité des associations féministes se rassemblent à la Maison des Femmes (2) en une coordination, convoquant une conférence de presse le 9 juin, pour lancer la riposte.

Le 10 juin, le collectif unitaire du 18<sup>e</sup> arrondissement et la CADAC (3) organisent un contre-rassembleur face aux cantiques de Xavier Dor et de SOS

Tout-Petits, devant la clinique Ordener.

Le 20 juin, la CADAC organise un meeting pour les droits des femmes et contre la remontée de l'ordre moral, à l'occasion du procès, le 22 juin, de Xavier Dor et de six de ses acolytes à Nanterre. En effet, le 22 mars, ceux-ci s'étaient permis de rentrer dans le centre d'IVG de l'hôpital Antoine-Béclère, à Clamart (Hauts-de-Seine), pénétrant même dans la salle où se faisait un avortement. Le 20 avril, une alerte à la bombe menaçait le centre d'IVG. Aux Etats-Unis, leurs comparses tuent les médecins qui pratiquent des avortements.

Lors du meeting de la CADAC, prendront la parole : Joëlle Brunerie-Kaufman, médecin gynécologue du CIVG de l'hôpital Béclère ; Paul Cesbron de l'Association nationale des centres d'IVG et de contraception (ANCIC) ; Christine Delphy de la revue *Nouvelles questions féministes* (sur les aspects des droits de la personne) ; Hélène Hernandez de la Fédération CRC Santé-Sociaux (celle-ci se portant partie civile en défense des conditions de travail du personnel hospitalier), Hervé Le Bras, directeur de l'Institut national des études démographiques (INED) ; Nadia Monteggia, journaliste (sur la radiographie des

commandos anti-avortement), le Mouvement français pour le planning familial des Hauts-de-Seine en soutien au centre d'IVG ; Luce Petitjean de Ras l'Front ; Maya Surduts de la CADAC et Christian Terras, rédacteur en chef du journal *Golias*.

Un meeting de mobilisation donc, comme d'autres organisés en riposte aux actions commando et autour des procès : Lyon, Roanne, Bourg, Le Mans... dans lesquels hommes et femmes se retrouvent pour défendre un droit fondamental, celui de maîtriser sa fécondité.

Les femmes n'ont pas fini d'être en colère. ♦

H.H.

(gr. Pierre-Besnard - Paris)

- (1) *L'Humanité* du 23 mai 1995.  
(2) Maison des Femmes, 8, cité Prost, 75011 Paris.  
(3) Coordination nationale des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris. Tél/fax : 43.56.36.48.

### Rectificatif

Deux erreurs ont été faites dans l'article « Gérons la ville nous-mêmes ! », de Bertrand Dekoninck (ML n° 1003).

A la présidentielle, J.-M. Le Pen a fait 15% sur Lille (et non 10). Pascal Covert n'est pas tête de liste des Verts aux municipales à Lille, mais en septième place. La liste est conduite par Dominique Plancke.

**PARIS**  
meeting de la CADAC  
mardi 20 juin à 20 h  
17-19, rue Traversière (12<sup>e</sup>), M<sup>o</sup> Gare-de-Lyon.

**LE MANS**  
soirée info festive du Comité de vigilance  
contre les commandos anti-IVG  
mardi 27 juin à 20 h 30  
salle B du Palais des Congrès.  
Témoignages et débats sur l'IVG en France  
et dans le monde, chansons avec Les Elles (groupe),  
exposition et tables de presse féministes. Entrée libre.

## Mobilisation cannabique lors de l'« Appel du 18 joint »

Paris, dimanche 18 juin, 16 h, rassemblement sur la grande pelouse à proximité de la Halle de la Villette (19<sup>e</sup> arr.)

Montpellier, dimanche 18 juin, 18 h, rassemblement sur l'esplanade Charles-de-Gaulle (bout de la Comédie)

**L'**ACTUALITÉ du cannabis, depuis un peu plus d'un an, n'est décidément pas triste.

On le constate au niveau de l'Etat et de l'administration. Alors que l'affaire était enterrée depuis 1970, tout s'est accéléré lorsque Pasqua a lancé un nouveau débat sur les drogues, et en particulier sur les drogues douces. Rattrapé par sa propre majorité et son électoral, ce débat national tant promis est entré dans une commission. Ses membres sont bien choisis, et les conclusions du rapport de ladite commission ne laissent pas paraître un grand suspens. A la tête de cette commission, on trouve le professeur Henrion, gynécologue de profession, catholique et gaulliste notoire. Le gouvernement se déchargeait ainsi sur une commission qu'il pensait bien ficelée. Seulement voilà, au moment où commence les auditions publiques, les opinions varient, et contre toute attente, une majorité se prononce pour une certaine forme de dépénalisation. Les deux policiers, Michel Bouchet et Gilles Leclair, menacent alors de démissionner, et réussissent à faire en sorte que les membres de la commission demeurent discrets. Mais malgré l'honorable effort des pandores, deux autres commissions (le Comité d'éthique et la Commis-

sion de consultation des jeunes) tendent à pencher vers une forme de dépénalisation. Les politiciens de droite comme de gauche feront en sorte que ces dérapages politico-administratifs ne soient pas médiatisés.

### Une lutte

De l'autre côté — celui où nous évoluons — c'est-à-dire de la rue aux usagers, l'actualité est lourde d'actions. Les associations d'usagers existent. Et au niveau des drogues dures, il est à signaler l'excellent travail réalisé par une association comme ASUD. Quant au cannabis, le Centre d'information et de recherche cannabique (CIRC), créé il y a moins de quatre ans, connaît un écho de plus en plus important. L'Etat et la justice ne s'y trompent pas puisque l'on peut compter actuellement quatre poursuites judiciaires contre ledit CIRC (des procès contre Jean-Pierre Galland à Paris et Cherbourg, contre l'association « Fumée douce » adhérente au CIRC et contre les adhérent(e)s du CIRC du bar Le Durrick, à Brest).

Des pressions, des menaces de la brigade des stupéfiants, suite à plusieurs manifestations interdites, existent à l'encontre

du CIRC-Sarthe et, entre autres, à l'encontre de Didier, du groupe FA du Mans.

Au-delà de certains côtés qui prêtent à rire, on remarquera qu'un juge ira jusqu'à reprocher les cheveux verts et trop longs, ainsi que l'expression hilare, du clown symbolisant le CIRC. Le but de cette manœuvre est bien de déstabiliser le CIRC.

Tout en prenant le maximum de précautions, il ne faut pas non plus tomber, à notre tour et comme la grande partie que représentent des millions de fumeurs clandestin silencieux, dans la paranoïa. Et telle est bien l'intention du CIRC. A Nantes, le 18 février, une manifestation a réuni 500 personnes. A Tours, le 18 mars, alors que la manifestation était interdite par le préfet pour « troubles à l'ordre public », 300 personnes ont défié l'autorité préfectorale, ainsi que la police venue en force. Le 20 avril, à Lyon, 500 personnes et autant à Toulouse. Le 6 mai, au Mans, bien que la manifestation soit interdite... Arsenal policier important dans cette ville, avec 19 interpellations et 3 gardes à vue.

Reste au programme un rassemblement pour le 18 juin, à Paris.

Actualité présidentielle oblige, certain(e)s candidat(e)s manifes-

teront un soutien au CIRC : les radicaux de gauche (avec une position étrange, suite à 15 ans de silence et à la politique de certaines mairies) ; les Verts, timidement, de peur d'être discrédités, et ceci tout en essayant d'attirer l'attention d'un certain nombre de personnes en marge (les consommateurs).

Quant à nous, anarchistes, cela fait longtemps que nous sommes présents, et nous le prouvons au Mans, à Tours, à Paris et Lyon. Nous sommes présents pour dénoncer l'hypo-

crisie autour du cannabis : le cannabis n'est pas une drogue plus dangereuse que l'alcool, et son interdiction engendre des conséquences encore plus néfastes. Mais nous sommes présents également pour aller plus loin, en disant : « *Dépénalisons le cannabis, dépénalisons toutes les drogues, légalisons la vie, contre toutes les formes de répression !* » ♦

RÉGIS BALRY  
(groupe FA du Mans)

### SOMMAIRE

Page 1 : Les anarchistes doivent-ils participer aux municipales ? (suite p. 2).

Page 2 : Les anarchistes doivent-ils participer aux municipales ? (suite de la « une »).

Page 3 : Le cas des municipales en milieu rural. A la petite semaine : *Misère de la philosophie*. Les policiers sont partout mais la justice est nulle part.

Page 4 : Contre une bavure une manifestation qui dérange : *Rendez-vous, Montparnasse-Matignon* la nouvelle ligne des cheminots SNCF, Amnistie pour les malades du SIDA emprisonnés, Chronique de l'immigration.

Page 5 : Mumia Abu-Jamal ne doit pas mourir, Presse anarchiste internationale, « Femmes dans la rue, grenouilles au bénitier ! ».

Page 6 : *Syndicats nous voilà !*

Page 7 : Associations, *Justice sanglante* de Thomas de Quincey, Souscription RL/ML, Notre dernier autocollant.

Page 8 : Colère, Mobilisation cannabique lors de l'Appel du 18 joint.

#### SUPPLÉMENT RADIOS LIBERTAIRES

Page 1 : Radio Libertaire ne se raconte pas... et ne se raconte pas 1, De nouveaux studios pour Radio Libertaire : pourquoi ?

Page 2 : Émissions libertaires en province (Saint-Étienne, Lille), *Chroniques rebelles*, Lundi matin.

Page 3 : *Femmes Libres, Hors-Jeu, Libertaire Matin, Ras-les-Murs, Chroniques syndicales*.

Page 4 : La Mémoire sociale, RL... la voix sans maître, La grille de Radio Libertaire (98.4) Paris.

# radios libertaires

Supplément au *Monde libertaire* n° 1004, 14-21 juin 1995  
hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE



## Radio Libertaire ne se raconte pas... et ne se la raconte pas !

**C**EST LE CONGRES de la Fédération anarchiste qui, en mai 1981, signa l'acte de naissance de Radio Libertaire. Après de longs et contradictoires débats, ce congrès acceptait, à l'unanimité, l'idée du lancement d'une radio qui soit l'organe de la FA. Cette radio n'avait alors pas encore de nom, pas d'indicatif, pas vraiment un projet, pas d'animateurs, et pour son lancement un budget de (vous lisez bien)... 15 000 F ! Pas un congressiste, à cet instant, n'aurait pu prédire la suite des événements, si ce n'est qu'à la rentrée, l'anarchie serait à nouveau sur les ondes. Comme en 1921, lorsque les insurgés de Kronstadt lancèrent des messages radio ; comme en 1936, en Espagne, avec Radio CNT-FAI, ou encore lors de la participation d'anarchistes au mouvement des radios libres, en France à la fin des années 70, avec notamment Radio-Trottoir (à Toulon) et Radio-Alarme, dont les animateurs étaient des membres de la Fédération anarchiste.

C'est le 1<sup>er</sup> septembre 1981, à 18 h (1), dans une cave humide de la butte Montmartre que l'aventure radiophonique commença. Et de façon fort rudimentaire, dans des conditions défiant les lois de la radio : un studio de 12 m<sup>2</sup>, avec un bric-à-brac de matériel de récupération, une mini-équipe de six personnes. Premiers

appels d'auditeurs, premières cartes d'auditeurs... et premiers brouillages !

Pendant ce temps, nombre d'expérimentés de la radio libre installaient des studios très performants pour se lancer à la conquête du futur gâteau que représentait la bande FM. L'aspirant des radios libres commençait déjà à agoniser, victime de l'appât financier de certains responsables d'ex-radios pirates. Les socialistes mettaient, en août 1983, une terme à « l'anarchie des ondes » en saisissant de nombreux émetteurs, dont celui de Radio Libertaire. Le 28 août, à 5 h 40, les CRS se présentaient devant les locaux de Radio Libertaire. Ils défoncèrent la porte, saisirent le matériel. Les animateurs furent frappés et interpellés, le câble d'antenne et le pylône sectionnés. Ni la porte blindée, ni les nombreux auditeurs présents, ne purent empêcher la saisie de notre radio. Les socialistes, alors au pouvoir avec leurs alliés du PCF, n'avaient certainement pas mesuré à sa juste valeur notre détermination, et encore moins la solidarité que nous témoignaient des milliers d'auditeurs depuis deux ans. Deux ans durant lesquels s'étaient construits, jour après jour, des liens amicaux et solides entre Radio Libertaire et son auditoire. La riposte fut immédiate. Et impressionnante. Son aspect le plus important se traduisit, le 3 septembre 1983, par une manifestation de 5 000 personnes et la réémission de Radio Libertaire.

Les moments intenses et chaleureux furent si nombreux, les rebondissement si fréquents qu'il est impossible d'en rendre compte dans un article (2) : les galas, les brouillages des « radios-fric », les démêlés avec



le pouvoir, l'obtention de la dérogation, les manifestations... on pourrait dresser, à travers ces événements, la chronologie des dates importantes de l'histoire de Radio Libertaire. Le plus important, en réalité, ne peut vraiment s'écrire. C'est l'histoire quotidienne et collective de Radio Libertaire, dont nous détenons tous, auditeurs et animateurs, des parcelles. Ce sont ces dizaines de milliers d'heures d'antenne, de communications téléphoniques, qui suscitèrent courriers, échanges et rencontres.

Radio Libertaire s'est construite avec le temps. Chacun y amena sa pierre : sa voix, son savoir, sa compétence, son énergie. Radio Libertaire, c'est aussi cet auditeur qui amène un micro (« Ça peut vous servir. ») ; cet autre qui laisse sa carte de visite (« Je suis électricien, si vous avez besoin... ») ; cette retraitée (« Je suis malade, et vous savez ma retraite est maigre... mais passez manger un jour. ») ; ce non-voyant qui, grâce aux petites annonces d'entraide, réussit à partir faire du tandem à la campagne avec une jeune fille... et

ramène des fleurs au siège de la radio ; ce sont toutes ces lettres qui arrivent au 145, rue Amélot pour soutenir, poser une question, encourager, suggérer, informer, critiquer. Ce sont, lorsque s'expriment une revue, une association, un individu, un syndicat, la Fédération anarchiste, ces téléphones qu'on s'échange, ces rendez-vous qu'on se fixe, ces réseaux qui se créent et se renforcent.

L'identité culturelle de la station s'est construite avec le temps. Les premiers animateurs amenèrent leurs disques au studio et firent connaître à des milliers de personnes des artistes comme Debronkart, Fanon, Servat, Gribouille, Jonas, Utgé-Royou, Aurenche, Capart et beaucoup d'autres. En 1982 arriva tout naturellement sur nos ondes une autre musique que l'on écoutait dans les squats, en marge du système : le rock alternatif. Puis d'autres musiques trouvèrent tout aussi naturellement leur place sur Radio Libertaire : le jazz, le blues, le folk, les musiques industrielles, le rap, le reggae. De toute évidence, d'autres artistes rencontrèrent la radio qui s'ouvrit à de nombreuses formes d'expressions : BD, arts plastiques, théâtre, littérature, cinéma...

Radio de la Fédération anarchiste, Radio Libertaire a néanmoins ouvert d'abord, et tout de suite, ses micros à ses amis : anarcho-syndicalistes de la CNT ou d'autres syndicats, Libre Pensée, Union pacifiste, les espérantistes, la Ligue des droits de l'Homme. Et là aussi, c'est dans la réalité quotidienne, dans les luttes et les rencontres, que s'est forgée l'ouverture toute naturelle de Radio

(suite p. 2)

## De nouveaux studios pour Radio Libertaire : pourquoi ?

Pour la radio, la cohabitation avec les habitants de l'immeuble actuel est source de conflits : plaintes des voisins au sujet du bruit et des passages ; visites du concierge ou des flics ; problème d'antenne sur le toit... Cette accumulation de problèmes nous fait craindre pour la sécurité du studio. D'autre part, le local est trop petit et ne permet pas un accueil des équipes et de leurs invités dans de bonnes conditions ; dans le plus « grand » studio, cinq ou six personnes maximum peuvent être présentes en même temps, et le local technique ne peut contenir qu'une personne, ce qui empêche de se relayer ou d'apprendre dans des conditions acceptables. Quant au studio B, une seule personne peut y travailler.

Par ailleurs, en raison de l'usure des matériaux, l'entretien est devenu une gageure. Toutes ces raisons ont donc conduit les

secrétaires de Radio Libertaire et la Fédération anarchiste à décider de changer de locaux, en y associant la rédaction de notre hebdomadaire, le *Monde libertaire* — qui est locataire depuis de nombreuses années.

Début 94, une première visite d'un local grand et assez bon marché, situé à Pantin (à 50 mètres du métro), nous a donné l'occasion de réfléchir à un déménagement des studios de notre radio et à l'opportunité d'y associer (en raison de la surface de ce local) une autre œuvre de la Fédération anarchiste (le journal ou les archives). L'affaire nous est passée sous le nez. Le congrès de la FA, de juin 94, décide de mandater le secrétariat pour réaliser ce déménagement.

Grâce à un animateur de « Si vis pacem », nous avons pris contact avec une agence immobilière, spécialisée dans le logement d'associations.

Un deuxième projet a été élaboré fin 94 ; le lieu envisagé correspondait assez bien à nos besoins et exigences : prix intéressant, situation proche de la librairie Publico, surface disponible modulable et aménageable facilement, et surtout partage des lieux avec des activités (centre d'aide par le travail) et non des habitations. Pour des raisons administratives et fiscales (régimes fiscaux différents pour chaque co-propriétaire présent, parts trop inégales), ce projet n'a pas pu se réaliser mais nous a permis de préciser nos exigences comme nos capacités de financement. Nous envisageons un budget global de un million de francs pour cette acquisition et les travaux qui seront nécessaires.

Pour ce faire, nous avons lancé une souscription auprès de tous nos contacts : lecteurs et lectrices du *Monde libertaire*,

clients de Publico, auditeurs et auditrices de Radio Libertaire, militant(e)s libertaires, syndicalistes, associatifs, culturels...

A ce jour, cet appel a rapporté 160 000 F en dons, qui sont sur un compte bloqué, et vingt personnes se sont engagées à un prélèvement automatique pendant cinq ans (total 1 800 F par mois). La liste des souscripteurs est publiée régulièrement dans le *Monde libertaire*. Par ailleurs, nous avons économisé une grande partie de la subvention versée par le fonds de soutien à l'expression radiophonique. Nous compléterons ce budget par un prêt bancaire.

Nous avions envisagé de vendre les 32 m<sup>2</sup> des studios actuels, mais le marasme de l'immobilier parisien nous a conduit à modifier nos projets : l'association DMC vendra son bien à la SA Publico, pour l'hébergement du ML. Cela faci-

litera les transferts et nous permettra de garder ce lieu historique des premières années de Radio Libertaire, sur la butte Montmartre.

Dans les tous prochains jours, une promesse de vente sera signée pour un local sis à deux stations de métro de Publico, ce qui facilitera les échanges et les contacts entre la radio et la Fédération anarchiste. Deux studios seront aménagés et insonorisés, l'un de 20 m<sup>2</sup>, l'autre de 25 m<sup>2</sup> en sous-sol.

Nous comptons sur vous pour nous soutenir, dans la mesure de vos moyens en faisant circuler l'appel à la souscription et... en y répondant (1).

D'avance, merci à toutes et à tous. ♦

**ELISABETH CLAUDE**  
Présidente  
de Radio Libertaire

(1) Un texte précis est disponible à la librairie Publico : 48.05.34.08.

(suite de la « une »)

Libertaire envers le mouvement social : travailleurs en grève, chômeurs, mal-logés, squatters, antiracistes, écologues, réfractaires, exilés, taulards... Surviennent des crises, et le travail quotidien de Radio Libertaire est bouleversé par l'exigence du moment. C'est le mouvement étudiant de 1986, et Radio Libertaire devient la radio du mouvement : reportages dans les rues, tables rondes dans le studio, antenne ouverte pour témoigner des violences policières, agit-prop permanente. Eclate la guerre du Golfe, et Radio Libertaire devient la radio des « anti-guerre », écoutant tous RL, qui, heure par heure, annonçait manifs, meetings, réunions des comités de quartier, tout en proposant débats et analyses. Tout aussi naturellement, c'est dans ces moments chauds que Radio Libertaire trouve sa vraie dimension de radio de lutte.

Radio Libertaire, c'est aussi mille raisons pour les auditeurs de pester, rager, protester contre les imperfections techniques ou des propos que l'on juge incongrus, provocateurs, trop réformistes ou trop radicaux. Mais c'est surtout, nous l'espérons, des raisons de découvrir le plaisir du débat, de la lutte et des idées libertaires. Des coups de gueule... des coups de cœur... Et c'est tant mieux ! Dans un monde marchand, déshumanisé, spectaculaire, où le capitalisme triomphant écrase les hommes et les femmes, où la pensée, à l'image de l'économie, s'uniformise et se mondialise, Radio Libertaire, avec ses forces et faiblesses, ses défauts et qualités, n'apparaît-elle pas pour ce qu'elle est : humaine... tout simplement humaine ? ♦

LAURENT FOULLARD

(1) Radio Libertaire émettait alors de 18 h à 22 h, sur 89.6 Mhz.

(2) Lire *Radio Libertaire, la voix sans maître*, Yves Peyraud, éditions du Monde Libertaire. Prix : 50 F. En vente à la librairie du Monde Libertaire.

## LILLE Des voix sans maître sur Radio Campus (106.6)

La Fédération anarchiste sur Radio Campus, c'était à l'origine une, puis deux émissions : La voix sans maître, créée en 1984 est devenue depuis l'émission du Centre culturel libertaire Benoît-Broutchoux, et Humeurs Noires, émission animée par le groupe du même nom depuis 1987. Ces deux émissions ont fusionné depuis maintenant environ deux ans. Ces chroniques hebdomadaires composées d'une revue de presse mensuelle, de dossiers (par exemple l'antimilitarisme, la déportation des homosexuel(le)s, l'électoralisme...) ou d'émissions ouvertes à des invités (le Planning familial de Nord, Act up...).

Radio Campus est la plus ancienne des radios libres de France. Elle couvre maintenant la majeure partie du département du Nord et débordent allègrement sur la Belgique.

Et les anars dans cette affaire? Ici comme ailleurs, le mouvement libertaire organisé a loupé le coche de 68 pour s'y raccrocher par la suite. Les libertaires occupent maintenant une place importante dans la programmation: on y

compte évidemment *La Voix sans Maître - Humeurs Noires* (1), des émissions à caractère politique et musical (*Ecrasons la vermine*, hardcore (2), *Aukune Importance*, rock français/punk-rock (3), *Six cordes pour les pendre*, humeurs noires et rouges et guitares (4)...). On y compte aussi quelques magazines comme *Nouzaüt/deux* (5), *Citoyens du Monde* (6), l'émission *Homos Sapiens* des Flamands roses groupe homosexuel adhérent au Centre culturel libertaire (7), *Mixture* (émission antisexististe (8)), A.C. (9) toutes émissions plus ou moins proche de l'idéal anarchiste.

La diversité est donc la caractéristique essentielle de ce « foutu mélange », comme la radio se qualifie elle-même. Et c'est sans doute la recette d'un succès qui dure depuis 26 ans.

Mais pour préserver cette diversité, il va falloir tenir le coup. Cela risque d'être difficile: la radio n'a quasiment aucun fond propre. Campus est principalement subventionnée par le Fond de péréquation qui, comme chacun le sait peut-être,

est lourdement menacé par l'alliance du pouvoir et des radios commerciales. Pour organiser la résistance, elle a déjà monté avec quelques radios associatives du nord la Fédération des Radios Associatives du Nord de la France et tente de s'imposer en interlocuteur. Une chose est sûre : les anarchistes se trouveront en côtés du seul média de la métropole lilloise qui n'a pas peur de leur ouvrir entièrement et constamment son antenne. ♦

BERTRAND DEKONINCK

- (1) « La Voix sans Maître-Humeurs Noires » : vendredi, 19 h 30 - 20 h 30.
  - (2) « Ecrasons la vermine » : dimanche 19 h 30 - 21 h.
  - (3) « Aukune Importance » : lundi 13 h - 14 h.
  - (4) « Six cordes pour les pendre » : samedi, à partir d'une heure du matin.
  - (5) « Nouzaüt/deux » : vendredi, 11 h - 12 h.
  - (6) « Citoyens du monde » : vendredi, 17 h - 18 h.
  - (7) « Homos sapiens » : dimanche, 21 h - 22 h.
  - (8) « Mixture » : un mercredi sur deux, 20 h - 21 h.
  - (9) « A.C. » : jeudi, 14 h - 15 h.
- Radio Campus, tél. : 20.91.24.00.

SAINT-ETIENNE

## « Rouge et Noir - Tribune libertaire » sur Radio Dio (89.5)

L'émission existe depuis 1981, dès la naissance de Radio Dio. L'un des membres du groupe FA de Saint-Etienne en est l'un des fondateurs. Depuis, « Rouge et Noir - Tribune libertaire » est la plus ancienne émission de la radio. Elle est animée par des membres du groupe Makhno et des sympathisants, sans exclusive.

Il y est fait des commentaires de l'actualité, ainsi que des dossiers de fond (historiques ou contemporains). On débat parfois, mais à condition que cela soit préparé. Il y est fait également une revue de presse et

sont annoncées les activités du groupe.

L'émission est un des « sas d'entrée » dans le groupe : par la pratique (technique radio, fonctionnement de l'émission, prise de parole) ; par la formation « idéologique » liée aux propos.

L'émission est de plus en plus écoutée, ceci en liaison avec le développement de la radio. Plusieurs événements en témoignent (coups de téléphone, réactions, ouïe dire...). Elle est musicalement diverse (musique rock, etc) ; attractive pour les jeunes (avec le risque d'une « dérive musicale »).

L'équipe participe au fonctionnement associatif de la radio, mais il y a là des difficultés en raison de notre propre investissement par ailleurs. Ce qui tend à une bureaucratisation de la radio (en gros : mouvance « verte » + rock).

Concernant « Rouge et Noir - Tribune libertaire », le bilan est globalement positif, mais on peut mieux faire sur le fond et sur la forme. ♦

PHILIPPE PELLETIER

« Rouge et Noir - Tribune libertaire » : jeudi, 21 h - 22 h. Tél. : 77.25.05.94.

NOUVELLE ÉMISSION

RADIO LIBERTAIRE  
Mardi  
11 h 30 - 12 h 30

« LE GARDE FOU »

Les vendeurs, les lecteurs, les représentants de la presse SDF et les auditeurs sont invités à participer à cette émission.



Radio Libertaire Ile-de-France (89.4)

## « LES CHRONIQUES REBELLES »

Samedi de 13 h 30 à 14 h 30

Démarrées en septembre 1991, *Les Chroniques rebelles* se veulent une plateforme de réflexion critique, parfois polémique, mais toujours alternative.

*Les Chroniques rebelles*, c'est partager des textes, donner une autre information, bousculer les amalgames, dénoncer les manipulations, provoquer souvent, écouter, donner la parole, comprendre la différence et prendre ce qu'elle peut apporter à la pensée libertaire et rebelle... Et c'est toute une équipe, informelle et élargie à tous ceux qui participent et veulent, avec nous, discuter, questionner, communiquer avec nos invités et les auditeurs.



Les thèmes de l'émission traitent de la contestation, des luttes, des rebelles dans l'actualité et dans le passé. Qu'il s'agisse de la rébellion au Chiapas ou du mouvement des travailleurs ruraux sans terre au Brésil, de la montée des intégrismes dans le monde ou de la guerre économique menée contre les populations les plus pauvres, d'une solidarité à construire avec tous les exclus ou de la dénonciation des violences perpétrées en Algérie, en Tchétchénie, en Bosnie, en Afrique... *Les Chroniques rebelles* tentent d'apporter une perspective dissidente en abordant les questions d'actualité et les questions occultées. Réfléchir, remettre en question, critiquer, nous tentons ensemble cette gageure.

*Les Chroniques rebelles*, c'est également les nouvelles publications - revues, essais, fanzines, brochures, romans, pamphlets - rebelles bien sûr... Et la musique avec des illustrations musicales en accord avec les thèmes abordés, chansons et contestation, chansons et rébellion, chansons et protestations, chansons et révolte... ♦

C.P.

Radio Libertaire Ile-de-France (89.4)

## « LUNDI MATIN »

Lundi de 8 h 30 à 10 h 30

Pour l'équipe de « Lundi matin », les objectifs sont multiples.

A travers la sélection de quelques articles de la presse quotidienne et nationale du jour, nous tentons de faire de celle-ci une lecture critique et libertaire. Discerner à travers les mots et les phrases d'un article où se situent la falsification, le mensonge, la manipulation. Ou encore voir comment les médias impulsent dans la société des idées, des évidences, façonnant ainsi ce que l'on appelle l'« opinion ».

Notre volonté est de lier l'aspect critique aux propositions anarchistes. Par exemple, lorsque nous évoquons la contestation par la population d'un projet d'autoroute, nous envisageons comment en société libertaire une décision liée au développement d'une infrastructure serait gérée et décidée par la population elle-même.

Respectivement SMICard et RMliste, et donc, selon l'« ordre des choses » de la morale bourgeoise, pas autorisés à émettre une pensée autonome, nous osons pourtant porter nos critiques et commentaires sur les éditoriaux et autres pages « idées » et « rebonds » des quotidiens nationaux où s'exprime souvent la pensée officielle des spécialistes et professionnels de l'idée.

SYLVIE et LAURENT

## « Femmes Libres »

Mercredi de 18 h 30 à 20 h 30

L'émission *Femmes Libres* a pris naissance en mai 1986, date anniversaire de la Révolution espagnole. Ce titre a été choisi pour rendre hommage à l'organisation *Mujeres Libres* (Femmes Libres), créée en avril 1936, et regroupant plus de 20 000 femmes anarchistes espagnoles.

Cette organisation avait pour but de « libérer les femmes du triple esclavage dont elles étaient victimes : esclaves de leur ignorance, esclaves en tant que productrices et esclaves en tant que femmes ».

Les premières émissions furent consacrées à l'étude historique de cette organisation, mettant en relief l'énorme travail accompli sur fond de guerre civile à laquelle elles participaient activement. Très vite, je m'identifiais à leur combat mené à partir d'une double prise de conscience : sociale et politique, aspirant à la libération de tous les opprimés ; féministe, aspirant à la libération des femmes.

Il m'est donc apparu indispensable de créer, dans une radio militante anarchiste, un espace de réflexion dont l'objet était d'une part l'étude de l'oppression spécifique des femmes dans une société patriarcale et capitaliste, basée sur l'autoritarisme masculin (pouvant également sévir dans les milieux libertaires), et d'autre part les stratégies de défense, de dénonciation et de reconstruction à la lumière de l'analyse des rapports sociaux de sexe.

Au cours de ces 9 années, à raison de 2 heures par semaine, de très nombreuses femmes, quelques hommes, sont venus débattre, témoigner de leurs luttes, de leurs recherches, de leurs expériences.

En règle générale, l'émission comprend trois parties :

— La première est consacrée aux rendez-vous militants, anarchistes, féministes ; ce qui m'apparaît indis-

pensable dans la mesure ou pratiquement aucun média (non militant) ne se fait l'écho des manifestations anarchistes ou féministes, qu'elles soient politiques ou culturelles ;

— la seconde consiste en une courte revue de presse. Il me semble intéressant d'analyser comment la « grande presse » rend compte ou pas de ce qui concerne les femmes et de montrer que celles ou ceux qui n'ont pas accès à la presse féministe peuvent, si le sujet les intéresse, avoir un minimum d'informations et de prendre conscience également du décalage qui peut exister entre les faits et leur diffusion. Il a fallu, par exemple, des mois de travail acharné de réseaux féministes internationaux pour que les viols massifs dont sont victimes les femmes d'ex-Yougoslavie soient dénoncés et reconnus ;

— la troisième partie — la plus importante — est consacrée aux invités. Des femmes, très rarement des hommes (ils sont rares à s'intéresser aux questions féministes), viennent parler de leur travail, de leur recherche ou, plus simplement, témoigner de leur oppression.

Trois axes se dégagent :

— un premier, militant, rend compte du travail sur le terrain. Par exemple : lutte pour le droit à l'avortement et à la contraception ; lutte contre les violences (femmes battues, inceste, viol, harcèlement sexuel, discriminations, exploitation...); solidarité avec les femmes immigrées, les femmes d'ailleurs ; pacifisme ; anticléricalisme ; antiracisme... ;

— le second, plus intellectuel, rend compte des analyses théoriques, des études féministes faites par des chercheuses (historiennes, sociologues, philosophes, scientifiques...);

— le troisième volet, culturel, aborde la création (littérature, cinéma, arts plastiques, théâtre, chanson...)



Le tout dans un contexte international... le féminisme, pas plus que l'anarchisme, n'ayant de frontières !

En fait, à travers cette émission, je m'efforce de rendre visible, d'une part, l'immense misère des femmes sur l'ensemble de la planète ; d'autre part, l'immense travail qu'elles accomplissent ; travail que les différents pouvoirs continuent de s'approprier en le maintenant volontairement invisible (qu'il s'agisse du travail domestique, du travail de production, de reproduction ou de lutte féministe, syndicale, politique).

Je souhaite que cette information suscite une prise de conscience, une prise de confiance et un désir de lutter car n'oublions pas que si des femmes ont forcé le barrage de l'exclusion « quand on cesse d'exclure, on discrimine » (Geneviève Fraisse). Par exemple, à travail égal, salaire égal.

« Si l'égalité entre les sexes était reconnue, ce serait une fameuse brèche dans la bête humaine... »  
« Partout, l'homme souffre dans la société maudite, mais nulle douleur n'est comparable à celle de la femme... »

Ces deux phrases pourraient servir de devise à l'émission. Elles sont toujours d'actualité. Louise Michel avait bien dit. Elle a dit aussi : « Le pouvoir est maudit... », et les femmes en savent quelque chose ! ♦

NELLY TRUMEL

## « Hors-Jeu »

Un dimanche sur deux de 18 h à 20 h

Emission au départ spécialement dirigée vers les jeunes et la vie des banlieues, progressivement le concept s'est élargi pour aborder avec les auditeurs, souvent à partir de l'actualité, tous les sujets contemporains. Il nous est souvent demandé la position des anarchistes.

L'émission est basée sur les appels des auditeurs, qui sont passés en direct sur l'antenne sans aucune censure. Ce sont eux qui font l'émission, choisissent les sujets qu'ils souhaitent voir aborder... La difficulté réside en plusieurs points :

— chaque intervenant aborde son thème sans vraiment tenir compte des sujets précédents. Le fil conducteur n'existe pas ou peu ;  
— nous assistons à une certaine fidélisation de certains intervenants. Ceux qui ont la parole facile, ceux qui lisent des textes régulièrement préparés et trouvent une tribune. Ceux-là peuvent créer, malgré eux, un certain blocage pour d'éventuels nouveaux, le temps étant limité.

Il y a tellement d'appels que nous n'avons pas le temps de souffler, et nous ne faisons pratiquement plus de pauses musicales.

Nous essayons, à chaque intervention (surtout si on nous le demande), de nous positionner en tant qu'anarchistes, et là aussi souvent le temps nous manque. Nous voulons éviter le risque de tomber dans le cours magistral du bon petit anarchiste. Aucune lecture, aucune référence ne sont annoncées, sauf par les auditeurs eux-mêmes. Pour toute demande, nous renvoyons sur la librairie du Monde Libertaire ou à des références connues.

L'équipe d'animation : Anne-Marie, Roland, Patrick du groupe Malatesta et Yannick, à la technique.

## « Libertaire Matin »

Mercredi de 7 h à 9 h 30

Même concept que *Hors-Jeu*, cette émission a pour base le dialogue avec les auditeurs en direct, sauf que là nous essayons de traiter l'actualité du jour à partir des lectures de quotidiens et d'hebdomadaires : *le Monde*, *Libération*, *l'Humanité*, *Info Matin*, *Charlie Hebdo*, *Maintenant*...

Nous retrouvons les caractéristiques décrites dans *Hors-Jeu* et souvent les mêmes habitués !

L'équipe d'animation : Patrick du groupe Malatesta (et tous les invités souhaités qui, hélas, viennent peu souvent à cause de l'horaire, surtout la gent artistique).

## « Chroniques syndicales »

Samedi de 11 h 30 à 13 h 30

En septembre 1981, les premiers invités donnent le ton à la station : un chanteur, un militant anarcho-syndicaliste, des immigrés sans papier luttant pour la régularisation de leur situation. Depuis, chaque semaine, l'émission *Chroniques syndicales* ouvre ses micros à tous ceux et toutes celles qui s'organisent et qui luttent contre l'injustice sociale.

*Chroniques syndicales* donne la parole à tous ceux qui, par leur travail, font connaître l'histoire du mouvement ouvrier, de ses acteurs et de ses organisations (auteurs, historiens, éditeurs).

*Chroniques syndicales*, c'est 14 ans d'antenne ouverte aux débats qui traversent le syndicalisme : les nouvelles formes de luttes (des assemblées générales souveraines à la section syndicale, des comités de grève aux coordinations), la solidarité interprofessionnelle et internationale (contre le corporatisme et le repli nationaliste), les organisations syndicales françaises, étrangères et internationales (les divisions et les recompositions, l'unité d'action), les revendications (réduction du temps de travail, augmentation des salaires et partage des richesses, lutte contre la précarité, le chômage et l'exclusion) et les thèmes transversaux (école, formation, santé, sexualité, logement...), l'analyse du capitalisme (ses différents outils d'exploitation, de division et d'aliénation), la place des « minorités » (femmes, émigrés, précaires, handicapés...).

Les militantes et militants du groupe Pierre-Besnard de la FA, animateurs de cette chronique, invitent régulièrement leurs auditrices et auditeurs à des débats sur ces thèmes.

Caisse de résonance de toutes les luttes, *Chroniques syndicales* s'interroge sur les luttes à venir et les formes d'organisation qu'inventeront les exploité-e-s de tous les pays au XXI<sup>e</sup> siècle. ♦

ROSE PARADIS



## « Ras-les-murs »

Mercredi de 20 h 30 à 22 h 30

La prison doit cesser d'exister. En cette fin de XX<sup>e</sup> siècle, véritable vestige d'autres temps et d'autres mœurs, elle demeure avec son cortège de misères et de haines. Espace de la non-vie et du non-droit, cet archaïsme barbare reste un lieu de destruction systématique pour l'individu.

*Ras-les-murs* invite, chaque semaine, les auditeurs de Radio Libertaire à réfléchir sur les causes profondes qui font que la prison demeure alors que le constat de son échec n'est plus à faire. *Ras-les-murs* entend rompre le silence criminel qui entoure la lutte des prisonniers et informer de la réalité tant carcérale que judiciaire.

Depuis 1989, *Ras-les-murs* donne la parole aux prisonniers et prisonnières, questionne les organisations ou associations qui dénoncent les abus commis dans les « culs-de-basse-fosse de la démocratie » ou qui visent à l'amélioration des conditions de détention. *Ras-les-murs* développe une critique radicale de l'institution pénitentiaire et inscrit ses analyses dans une perspective abolitionniste tant de la prison que de l'Etat qui la sous-tend.

L'échec de la prison (récidive) dans sa fonction officielle (réinsertion) ne signifie pas, pourtant, sa disparition. La symbolique de la prison demeure pour une opinion publique largement influencée par l'idéologie sécuritaire ; le nouveau code pénal renforce plus que jamais sa place prépondérante dans l'arsenal des peines.

La prison est aujourd'hui au carrefour des trajectoires de nouvelles classes dangereuses. La logique carcérale s'étend même aujourd'hui au-delà des murs. Les centres de rétention administrative et judiciaires sont les prémices des cachots du futur.

Le mythe d'une prison démocratique demeure persistant chez ceux qui s'interrogent sur le respect de la dignité de la personne incarcérée, les alternatives à l'enfermement restent marginales faute d'une décision politique pourtant inéluctable. ♦

« RAS-LES-MURS »

DANS NOTRE PROCHAIN MONDE LIBERTAIRE VOUS TROUVEREZ LA LISTE DES LIEUX OÙ LA CARTE D'AUDITEUR DE RADIO LIBERTAIRE DONNE DROIT À DES RÉDUCTIONS (100 F PAR CHEQUE À L'ORDRE DE DMC).

# RADIO LIBERTAIRE

## « LA MÉMOIRE SOCIALE »

Lundi de 19 h 30 à 21 h

Reprenant le titre laissé vacant d'une émission créée quelque temps après la naissance de Radio-Libertaire et animée alors par un compagnon du groupe Malatesta, *La mémoire sociale*, comme son nom l'indique, se consacre à l'histoire.

Est-il utile de préciser ici que nul masochisme n'habite l'animateur et que priorité est donc bien évidemment donnée à l'histoire du mouvement libertaire à travers le monde et les époques, à celle des tentatives de transformation révolutionnaire marquées par ce mouvement, et enfin à l'évocation d'hommes et de femmes l'ayant influencé ou ayant contribué à la formidable richesse de sa pensée.

Ainsi avons-nous évoqué abondamment depuis trois ans l'Espagne libertaire ou le soulèvement et l'œuvre constructive des makhnovistes durant la révolution russe, mais aussi l'histoire du 1<sup>er</sup> mai, celle des Bourses du travail, de la Fédération jurassienne, des IWW aux Etats-Unis, ainsi que la vie et la pensée d'hommes tels que Bakounine, Stirner, Elisée Reclus ou Marius Jacob.

Pendant, si cette priorité se conçoit, des incursions en territoire ennemi ont parfois été opérées puisqu'il fut question, par exemple, de la révolution chinoise, de la vie de Karl Marx, des différences fondamentales entre marxisme et anarchisme ou de commentaires critiques des points de vue marxisants sur la Commune de Paris ou sur l'œuvre de Stirner.

Délibérément inscrite dans une optique pouvant être qualifiée d'« anarchiste classique », c'est-à-dire imperméable aux idéologies au goût étrange venu d'ailleurs, le marxisme en premier lieu, l'émission se veut aux antipodes des styles « tribune libre fourre-tout » ou « salon où l'on cause ». C'est ainsi...

Il est indiscutable que l'anarchisme souffre d'être grandement ignoré. Modestement, *La mémoire sociale* se propose de combattre cette ignorance et de dire l'extrême originalité de la philosophie libertaire comme la pertinence des analyses et des propositions de ses principaux théoriciens et acteurs.

Il est tout aussi indéniable, hélas, que l'anarchisme pâtit d'être trop souvent mal défendu par ceux qui énoncent en son nom un invraisemblable charabia où le gauchisme détroqué le dispute à la provocation malsaine et, sous couvert de rejet des « vieilleries poussiéreuses », à une ignorance crasse revendiquée comme une nouvelle « culture ». Toujours aussi modestement, c'est aussi contre cette néfaste tendance que *La mémoire sociale* inscrit son discours. ♦

FLORÉAL (groupe Maurice-Joyeux)

N.B. : prochaines émissions consacrées à l'affaire Sacco-Vanzetti et à la vie et la pensée de Pierre Kropotkine.

Une radio anarchiste sur la bande FM ? Le pari aurait pu sembler une gageure... Et pourtant ! Le 1er septembre 1981, Radio Libertaire, la radio de la Fédération anarchiste, faisait pour la première fois entendre sa voix sur Paris et la proche banlieue.

Fidèle à ses engagements d'origine, Radio Libertaire n'a jamais cessé depuis de se battre pour la liberté des ondes, revendiquant son autonomie vis-à-vis de l'Etat et refusant de verser dans le système des radios commerciales, des radios-ric.

Grâce à l'aide de ses auditeurs, elle a réussi à rester une véritable radio libre « sans dieu ni maître, ni publicité ».

Rien, pourtant, n'était joué d'avance, et Radio Libertaire devra conquérir son droit d'émettre au milieu de mille difficultés et en dépit de la répression ou des manœuvres de l'Etat.

C'est cette expérience unique et ses péripéties, parfois cocasses, avec les autorités officielles ou les autres radios de la bande FM que Yves Peyraut – un des responsables et animateur de la toute première heure, de l'équipe de Radio Libertaire – nous raconte dans RADIO LIBERTAIRE - LA VOIX SANS MAÎTRE (éditions du Monde Libertaire), dans un style direct et non sans un brin d'ironie bienvenue.



**RADIO LIBERTAIRE**  
LA VOIX SANS MAÎTRE

Yves Peyraut



50 F

100 F  
sur réservation  
au  
145, rue Amelot,  
75011 Paris

**THANK YOU FERRÉ**  
14 JUILLET 1995 - 20 H 30 - au TRIANON  
80, boulevard Rochechouard  
(M° Anvers), 75018 Paris  
avec Alain AURENCHÉ, Louis CAPART,  
Paco IBANEZ, Gilles SERVAT, Serge UTGÉ-ROYO...  
(programme complet dans le prochain ML)

### La radio de la Fédération anarchiste

## RADIO LIBERTAIRE ILE-DE-FRANCE

Siège social : 145, rue Amelot, 75011 Paris. 48.05.34.08. Studio : 42.62.90.51

# 89.4

#### LUNDI

- 8 h 30 : Infos, revue de presse
- 10 h 30 : *Mélange*, musiques et actualité du spectacle
- 12 h 30 : *At the Jazz Band Ball*
- 13 h 30 : *En toute mauvaise foi*, chansons et livres propos
- 15 h : *Koumbi*, le rendez-vous des villages africains à Paris
- 16 h : *Les Chroniques de l'ozone*, poésie, chansons et littérature avec Théophile
- 18 h : *Chroniques Syndicales*, luttes sociales, commentaires et analyses
- 19 h 30 : *La Mémoire Sociale*, histoire du mouvement libertaire
- 21 h : *Ça Urge au Bout de la Scène*, actualités de la chanson
- 22 h 30 : *De la Pente du Carmel*, la vue est magnifique
- 0 h 30 : *Acouphène*, technoculture

#### MARDI

- 7 h : *Rebel Reggae Musik*
- 9 h : rediffusion de *Femmes Libres*
- 11 h : *Le Garde Fou* : animé par des vendeurs de la presse SDF
- 12 h 30 : *Wreck this Mess*, cocktail de musiques radicales
- 14 h 30 : *Histoires courtes*, la lectrice de Radio Libertaire
- 16 h : *Petites annonces*, annonces d'entraide
- 18 h : *Ideaux et Débats*, émission littéraire/Afrique politique
- 19 h 30 : *Paroles d'Associations*, magazine de la vie associative et culturelle
- 20 h 30 : *Radio Libertaria*, réflexions et analyses sur l'actualité nationale et internationale avec des militants de la CNT-AIT
- 22 h 30 : *Mo Bass*, rap et soul

#### MERCREDI

- 6 h 30 : Infos, revue de presse et commentaires
- 7 h 30 : *Libertaire Matin*, infos, revue de presse
- 9 h 30 : *Cannelle et Cerises*, chansons et musiques du monde
- 10 h 30 : *Blues en liberté*
- 12 h : *Le Manège*, théâtre, cinéma, confiture et café crème
- 16 h 30 : *Jazz en Liberté*
- 18 h 30 : *Femmes Libres*, femmes qui luttent, femmes qui témoignent
- 20 h 30 : *Ras-les-Murs*, contre la prison, actualités des luttes de prisonniers
- 22 h 30 : *Traffic*, rock, actualités et interviews



#### JEUDI

- 9 h : Micro-musique
- 10 h : *Jeunes, vos Papiers*, avec le groupe Alliance
- 12 h : *Tiens, voilà le Hallebardier*, l'actualité du théâtre
- 14 h : *Goloss Trouda* (la voix du travail), émission franco-russe
- 15 h : *Humeurs Noires*, émission animée par Serge Livrozet
- 16 h 30 : *Netdahe*, mélodies offensives
- 18 h : *Si Vis Pacem*, émission antimilitariste avec l'Union Pacifiste de France
- 19 h 30 : *Flagrants Désirs*, infos gays et lesbiennes
- 20 h 30 : *Chroniques Hebdo*, analyses libertaires de l'actualité
- 22 h 30 : *Epsilon*, digressions musicales, musique électro-acoustique et expérimentale

#### VENDREDI

- 8 h : Micro-musique
- 9 h 30 : *Radio Cartable*, le radio des enfants des écoles d'Ivry-sur-Seine
- 10 h 30 : *L'Atelier*, magazine des arts plastiques
- 12 h : *Mon Nom est Personne*, l'actualité du théâtre
- 13 h 30 : *Idees à Debattre*
- 14 h 30 : *Bibliomanie*, autour des livres
- 16 h : *Réflex*, émission antifasciste
- 18 h : *Radio Espéranto*
- 19 h : *L'Incité du Vendredi*, avec la Ligue des Droits de l'Homme et l'Union Rationnaliste de France
- 21 h : *Koumbi*, le rendez-vous des villages africains en France
- 22 h 30 : *Rockontakt*, le feeling intact, l'actualité du rock

#### SAMEDI

- 8 h 30 : *Huayu Guangbo*, informations sur la Chine
- 10 h : *La philanthropie de l'ouvrier charpentier*
- 11 h 30 : *Chroniques syndicales*, luttes et actualités sociales
- 13 h 30 : *Chroniques Rebelles*, débats, dossiers et rencontres
- 14 h 30 : *Dessous de Scène*, le magazine de la chanson vivante
- 16 h 30 : *Sans toit ni loi*, émission sur les mal-logés
- 18 h : *Bulles noires*, bande dessinée et polar
- 19 h 30 : *1275 âmes*, jazz et polar/Tribuna latino-américana
- 21 h : *Les Gros niquent les Martiennes*, science fiction
- 22 h : *Orpheas*, musique classique / *Le rose et le noir*, association Act-Up / *Les incorrigibles*, autour de la drogue
- 24 h : *Nuits off*, topologies sonores, rock et chroniques

#### DIMANCHE

- 8 h 30 : *De l'imaginaire des Mathématiques à la poésie au niveau dérisoire*
- 10 h : *La matinée anticléricale*, avec la Libre Pensée
- 12 h : *Folk à lier*, le magazine des musiques traditionnelles
- 14 h : *Pouvoirs*, groupe du XIII<sup>ème</sup> de la FA / *Le son des Tam-Tam* / *Emission sans nom*
- 15 h 30 : *Romano Lil*, histoires et cultures tziganes
- 17 h : *Fondu au Noir*, du cinéma et des dossiers / *Il y a de la fumée dans le Poste*, émission sur les drogues douces animées par le CIRC
- 18 h 30 : *Echos et Frémissements d'Irlande/Hors-Jeu*, l'expression des banlieues
- 20 h 30 : *Les Oiseaux de la Nuit*
- 22 h : *Liaisons Dangereuses*, rock et livres propos.

Grille à jour  
au 1<sup>er</sup> juin 1995